

1940

**ENTRER EN
RÉSISTANCE.**

**COMPRENDRE,
REFUSER,
RESISTER.**

DOSSIER CNRD

Tables des matières

INTRODUCTION

06	Analyse du sujet
08	Le département de l'Ain 1939-1940

I) LES PIONNIERS DE LA RÉSISTANCE

13	1.1 - De la réflexion à l'action, du refus à l'engagement
14	1.2 - Sortir de l'isolement : recruter avant d'agir
15	1.3 - Les premiers foyers d'opposition dans l'Ain
16	1.4 - Rendre visible l'opposition et nuire à l'ennemi : les premières actions dans l'Ain
17	1.5 - Les communistes, une avant-garde rapidement décimée
18	1.6 - Les réseaux

II) PARCOURS DE VIE : HOMMES ET FEMMES DE L'AIN ENTRÉS EN RÉSISTANCE

22	2.1 – Colette LACROIX (née en 1924)
25	2.2 – Raymond SORDET (1921-1944)
29	2.3 – Marcelle Appleton (1895 - 1964)
36	2.4 – Léon dit Yvon Morandat, alias « Léo », « Yvon », « Arnolphe » (1913 – 1972)
37	2.5 – Charles Delestraint, alias Vidal (1879 - 1945)
39	2.6 – Emile MERCIER (1910-1943) et Paulette MERCIER née PERROTTET (1911-2006)

III) ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

47	3 - 1 Transcription de l'affiche "Français" du 26 août 1940
49	3 - 2 Transcription de la copie du papillon affiché le 26 août 1940
50	3 - 3 Transcription du rapport de gendarmerie du 26 août 1940
51	3 - 4 Transcription du rapport de gendarmerie du 4 septembre 1940
53	3 - 5 Transcription du rapport du préfet de l'Ain du 2 septembre 1940
54	3 - 6 Extraits de l'interview de Jean L'Herbette (16 décembre 2014)

INTRODUCTION

Analyse du sujet

Si le sujet du Concours National de la Résistance et de la Déportation de la session précédente offrait un cadre spatio-temporel extrêmement large, le pari est inverse pour la session 2020. La temporalité est circonscrite à l'année 1940 et le cadre géographique n'est pas explicitement donné donc multiscalaire même si l'échelle locale doit être privilégiée d'après les recommandations de Tristan LECOQ.

Les événements de 1940 font de cette année-là la métonymie du renoncement et de la défaite. En effet, 1940 est riche en événements traumatiques. Il y a tout d'abord la débâcle, l'exode, le choix de l'armistice et surtout la défaite. Les prisonniers de guerre et l'occupation d'une partie du territoire métropolitain vont devenir des enjeux majeurs. Politiquement, c'est aussi la chute de la Troisième République, le basculement vers l'autoritarisme de Vichy et les débuts de la collaboration d'Etat. Le rationnement, la ligne de démarcation font désormais partie du quotidien des Français lui aussi bouleversé. Juridiquement, c'est aussi l'époque des prémices d'une législation antisémite (statut des Juifs en octobre 1940).

COMPRENDRE, REFUSER, RESISTER : 3 AXES DE LECTURE DU SUJET

La défaite, l'effondrement et l'avènement du régime de Vichy se sont pourtant accompagnés de formes de résistance et d'opposition importantes dès 1940. Qu'elles soient frontales comme les prises de position du général de Gaulle ou clandestines comme la parution du journal Libération. D'après Tristan Lecoq, selon leur type et leur(s) intention(s), ces entrées en résistance « incarnent trois comportements différents : comprendre, refuser, résister »¹. L'agencement de ces notions laisse entendre une progressivité dans l'acte de résister. Ce serait d'abord la compréhension des enjeux d'un événement historique. On cherchera donc à travailler autour de la correspondance, des témoignages, des mémoires des protagonistes comme Jean Lherbette ou Paul Pioda en ce qui concerne l'Ain. Sachant que pendant l'Occupation chaque acteur n'a pas les mêmes préoccupations (rationnement, antisémitisme...), ni le même accès à l'information. C'est en tout cas cette capacité à analyser qui permettrait le refus, lequel trouverait son expression ultime dans l'acte d'engagement. L'historien Jean-Marie Guillon pose la question : « Quand passe-t-on de la banalité d'une réaction de refus à la désignation d'un phénomène historique si particulier [...] ? »². Disons que résister, c'est s'engager et donner un sens à son engagement.³ C'est la volonté de « faire quelque chose ». On s'attachera plutôt aux actions pionnières des résistants. L'enjeu est ici de travailler sur des actions qui, du point de vue des élèves, peuvent sembler « peu spectaculaires ».

ENTRER EN RESISTANCE EN 1940 : LE CŒUR DU SUJET

Dans l'après-guerre le « mythe résistancialiste » s'installe permettant aux Français de s'unir derrière une vision héroïsée de la nation qui n'aurait jamais cessé de combattre et de résister unie derrière de Gaulle. Les années 1970 voient la redécouverte des épisodes sombres des années noires (Marcel Ophuls en 1969, "Le Chagrin et la Pitié", Robert Paxton en 1973, "La France de Vichy" ...). L'historiographie récente a permis de sortir d'une vision manichéenne de la Seconde Guerre mondiale en France. Pierre Laborie insiste sur les « zones grises », le « penser double » des Français dès la défaite.

S'il y eut défaite, faut-il le rappeler c'est parce qu'il y a eu combat. Des actions héroïques ont eu lieu, que ce soit la bataille du Fort l'Ecluse dans l'Ain en juin 1940 ou l'épisode des tirailleurs sénégalais à Chasselay dans le Rhône.

L'appel de De Gaulle est un événement central car il fait de la résistance non pas un acte militaire ou politique mais un engagement moral qui conduira à la naissance de la France Libre le 28 juin 1940. Le soutien du Royaume-Uni et les territoires ralliés (Tchad en août 1940) permettent le développement des Forces Françaises Libres. Les territoires ralliés à la cause de la France Libre offrent des ressources et incarnent pour de Gaulle le « véritable » visage de la France aux yeux du monde.

Les débuts de la résistance sont marqués par la diversité dans ses caractéristiques et ses positionnements (on peut être favorable à Pétain mais hostile à l'occupation), si bien que l'on peut parler des « résistances » avant l'unification de 1943. Il importe de distinguer l'action de résister à travers des actes de refus comme l'épisode emblématique de Jean Moulin, qui, bien que conservant sa fonction de préfet de Vichy se défend néanmoins de signer un document infamant pour les troupes sénégalaises françaises, d'un acte de résistance fondé sur l'engagement et le sens que l'on donne à celui-ci.

Ce qui va marquer l'année 1940, c'est la quasi inexistence de la Résistance en métropole au début de l'occupation allemande (contrairement à ce qui arrivera dans d'autres pays comme la Yougoslavie). Les syndicats, la presse d'opinion et les partis disparaissent comme moyens d'expression et

l'opinion publique est sous contrainte. Le régime de Vichy essayant de mettre au pas la société française qu'il tente de regrouper autour de son projet de « Révolution nationale ». Les premiers résistants se constituent en petits cercles fondés sur les réseaux interpersonnels, professionnels, religieux ou politiques.

Au cours de l'été 1940, de nombreux actes de refus et de désobéissance individuels et dispersés se développent. Il peut s'agir de sabotages ou d'actes isolés en lien avec la campagne de mai-juin 40 finissante mais aussi de la diffusion de tracts artisanaux et d'inscriptions contre l'occupant. La mise en place de caches d'armes, les savants français exfiltrant « l'eau lourde » pour poursuivre les travaux en lien avec l'énergie atomique sont autant d'actes notables tout comme les protestations collectives notamment au moment du 11 novembre 1940 malgré l'interdiction faite par l'occupant.

Les premiers noyaux de résistances rédigent des articles, distribuent des tracts, organisent les premières filières d'évasion. En zone occupée, la situation est plus dangereuse qu'en zone sud où les résistants sont au début bien seuls. Les premiers groupes de résistance sous ces formes pionnières se développent dès les derniers mois de 1940, que ce soit le Mouvement de Libération Nationale d'Henri Frenay (zone sud) en novembre 1940 ou l'Organisation Civile et Militaire en décembre en zone nord. La production des premiers journaux clandestins marque une étape cruciale qui donne une dimension matérielle, préhensible du phénomène résistant.

Le sujet est donc à la fois restreint, l'année 1940, et large par les questions soulevées et les réflexions à mener avec les élèves.

Ainsi nous avons, cette année encore, fait le choix de nous consacrer à l'échelle locale (département de l'Ain) et à des parcours ou des actions qui nous paraissent représentatifs des réflexions proposées par le sujet. Nous avons choisi de proposer des parcours accompagnés de documents compréhensibles par tous les élèves et qui illustrent les différentes formes de résistances présentes dans notre département au cours de l'année 1940.

Le département de l'Ain 1939-1940

L'Ain en 1939

Avec 316 000 habitants (recensement de 1936) dispersés sur un peu plus de 5800 km², l'Ain de 1939 offre un visage très rural. Bourg-en-Bresse (25000 habitants en 1939) ne concentre que 8% de la population.

À l'ouest, s'étendent les collines de Bresse, la zone marécageuse du plateau dombiste, le Val de Saône et la Plaine de l'Ain. À l'est, des paysages de moyenne montagne couvrent le territoire du Bugey, Haut-Bugey, Pays de Gex (zone méridionale des chaînons jurassiens).

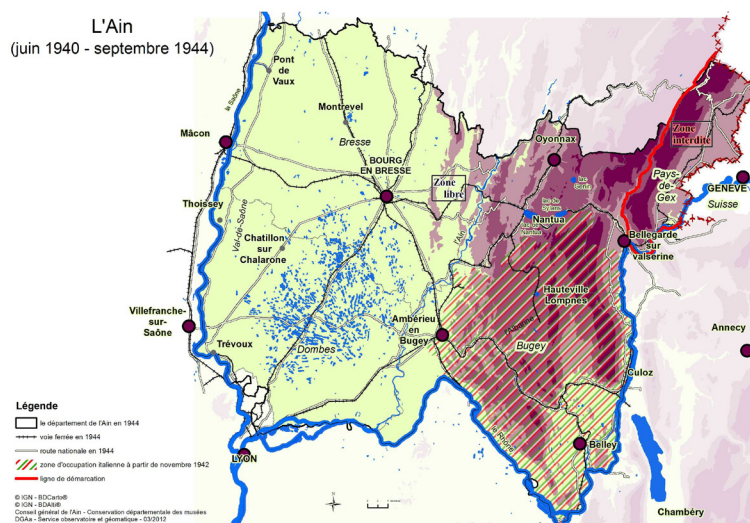
L'agriculture occupe la majorité de la population. L'industrie se compose surtout de petites entreprises. Les principaux foyers industriels se situent à Oyonnax (10000 habitants) spécialisée l'industrie du plastique, du peigne et de la lunetterie, et à Bellegarde-sur-Valserine (5000 habitants) où l'on trouve de la papeterie et de la petite métallurgie. Le chantier du barrage de Génissiat en 1937 emploie près de 1600 ouvriers. Ambérieu-en-Bugey (7000 habitants) s'organise principalement autour d'un centre ferroviaire important en direction de la Suisse et l'Italie. La ville abrite également l'usine d'aviation SNCASE, qui compte plus de 400 ouvriers.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le département est politiquement modéré, de centre gauche, dans la grande tradition radicale de la Troisième République. Aux élections législatives de mai 1936, le Front Populaire dégage une majorité de gauche particulièrement dans les zones montagneuses de l'est avec trois députés élus dont René Nicod, communiste, maire et conseiller d'arrondissement d'Oyonnax. La droite indépendante est davantage présente à l'ouest.

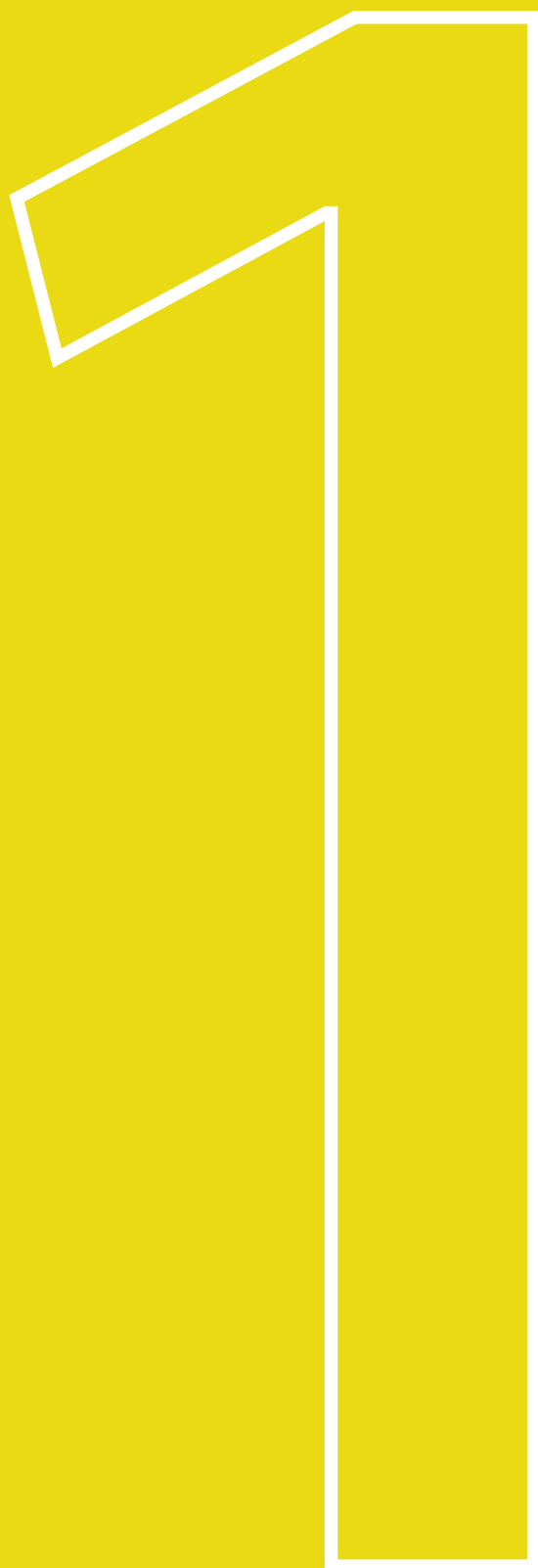
1940 dans l'Ain

La première confrontation des habitants de l'Ain avec la guerre a lieu le 16 juin 1940. Bourg-en-Bresse et Pont-de-Vaux sont bombardées. A Bourg, on dénombre 13 morts. Le 19 juin, les Allemands traversent la Bresse et se dirigent vers le Bugey. Le 20 juin, ils atteignent Belley, puis Bellegarde le lendemain. Pour ralentir leur progression, l'Armée française sabote tous les ponts le long du Rhône et à Bellegarde-sur-Valserine. Malgré l'armistice des affrontements ont lieu les 22 et 23 juin, à Sault-Brénaz, Groslée, Culoz, sans que les Allemands ne parviennent à franchir le Rhône.

Au Fort l'Écluse, la 3^{ème} compagnie du 179^{ème} Bataillon Alpin de Forteresse résiste. Elle est faite prisonnière le 3 juillet, sans s'être rendue. Les conséquences de la défaite touchent durement le département. L'Ain compte environ 10 000 prisonniers de guerre. Mais surtout la ligne de démarcation partage le territoire au niveau de Bellegarde-sur-Valserine. Si la majeure partie du département demeure en zone libre, les secteurs frontaliers du pays de Gex et de la Valserine passent désormais sous contrôle allemand et sont rattachés à la zone réservée dite interdite. Malgré le soulagement éprouvé par beaucoup lors de l'Armistice, la défaite brutale sonne un véritable glas. Vécue comme humiliante et inacceptable par certains, elle génère ici et là quelques rares réactions individuelles. Le chemin vers la Résistance s'amorce. Mais il s'annonce jonché d'obstacles et encore bien peu s'y engage.



Carte_historique du département de l'Ain entre juin 1940 et septembre 1944



C H A P I T R E U N

LES PIONNIERS DE LA RÉSISTANCE

1.1 - De la réflexion à l'action, du refus à l'engagement

La défaite inattendue de juin 1940 laisse la population en état de choc. Apathiques, la plupart des Français voient en Pétain l'issue salvatrice et s'en remettent à son jugement. Ce dernier instaure un régime autoritaire, l'Etat français, qui s'efforce d'éteindre toute velléité d'opposition.

Mais pour certains Français, la défaite vécue comme humiliante, l'armistice, la naissance d'un régime disposé à collaborer avec l'occupant, les premières mesures discriminatoires contre les Juifs sont jugés inacceptables. Il ne s'agit alors que de réactions individuelles.

Au sein de ces premiers frondeurs appelés à devenir les pionniers de la résistance, des différences et divergences existent. Cependant un trait commun les unit : leur opiniâtreté, leur obstination dans cette position de refus, d'opposition¹. En outre, le patriotisme agit sur eux comme un moteur d'une grande puissance affective².

Les parcours de pionniers comme Yvon Morand et Henri Romans-Petit³ montrent qu'ils ne se transforment pas en hommes ou femmes d'action au lendemain de l'armistice. Leur parcours s'inscrit dans une continuité de leur militantisme. Beaucoup, appartiennent avant-guerre à un syndicat, une association militante, un parti politique... Il s'agit donc pour eux de poursuivre l'action entamée avant 1940, mais sous une autre forme, d'autant que la plupart ont compris les dangers du régime nazi. Pour certains, l'expérience du combat en 1939-1940, leur a révélé des ressources physiques et morales insoupçonnées et a fait émerger la conscience d'une capacité à faire face à des situations extrêmes. Cette réalité les a amenés à passer d'une « "disposition à" résister, exprimée initialement sous la forme d'opinion politiques, à une "action effective"⁴ ». Encore leur faut-il parvenir à sortir de l'isolement et faire partager ce non intransigeant.

1 Harry Roderick Kedward, « Naissance de la Résistance dans la France de Vichy 1940-1942 : idées et motivations », traduit de l'anglais par Christine Travers, coll. Epôques, éd. Champ Vallon 1978 édition originale, 1989 traduction)

2 Harry Roderick Kedward, op.cit.

3 Fabienne Federini, « Entrées en résistance : trajectoires de pionniers de la Résistance française » ; article présenté lors du colloque « Protester au XIX et XXème siècles, histoire et sociologie des mouvements sociaux » organisé par l'association française de sciences politiques, 28 et 29 septembre 2006 Paris, www.afsp.msh-paris.fr/activite/2006/germmgrhispo06/txt/federini.pdf

4 Fabienne Federini, op.cit, p 11.

Affiche, Révolution nationale, Secrétariat général de l'Information-Présidence du Conseil, 1940 (coll.départementale des Musées de l'Ain)



1.2 - Sortir de l'isolement : recruter avant d'agir

Convaincus de la nécessité de refuser la défaite et mus par leur ferveur patriotique, les pionniers sont cependant confrontés à leur isolement. Rapidement, ils éprouvent donc le besoin de communiquer leur refus, de rencontrer d'autres personnes éprouvant les mêmes sentiments et partageant leurs opinions. Ce passage des individualités à la naissance des premiers noyaux est fondamental dans l'émergence de l'activité résistante. L'élargissement du groupe initial apparaît comme la principale préoccupation, avant même la définition des objectifs ou des moyens à mettre en œuvre pour nuire à l'ennemi et/ou au régime de Vichy. Pour cela, les liens noués avant la guerre au sein de groupes militants sont sollicités. Lors de réunions organisées dans des cafés ou au domicile d'un participant, échanges, discussions permettent de sonder les consciences afin de déterminer le positionnement de chacun et son degré d'engagement.

Mais le recrutement repose avant tout sur des contacts individuels, familiaux, amicaux ou professionnels. Encore faut-il rencontrer chacun d'entre eux et s'assurer de leur soutien, voire de leur adhésion à cette résistance naissante et embryonnaire, encore un peu floue. Ainsi à Miribel, Henri Deschamps dont l'épouse est pharmacienne, est signalé à Jean-Pierre Lévy par un pharmacien. Lorsqu'il décide de rejoindre le groupe lyonnais France-Liberté en avril 1941, il entraîne avec lui l'adhésion de sa famille, de proches et de collègues enseignants¹. En 1941, le nombre restreint de candidats potentiels engendre parfois une multi appartenance.



Henri Deschamps (Revue de l'Académie de la Dombes n° 22 année 2002-2003)

C'est le cas d'André Fornier à Bourg-en-Bresse. Connu pour son refus de la défaite et de l'armistice, issu d'une famille foncièrement anti-allemande, il s'efforce vraisemblablement de trouver le contact qui lui permettra d'agir. Son nom apparaît en 1941 dans le mouvement Libération comme chef de groupe à Bourg, ainsi que dans la liste de Franc-Tireur la même année. En 1942, par l'intermédiaire du général Delestraint, Fornier intègre le mouvement Combat dont il prend la tête par la suite avec son ami Rémond Charvet.

¹ Dominique Veillon, « Le Franc-Tireur : un journal clandestin, un mouvement de résistance 1940-1944 », Flammarion, coll. Sciences humaines, 1977.

1.3 - Les premiers foyers d'opposition dans l'Ain

A l'automne 1940, au sein de la population de l'Ain, si la personnalité du maréchal Pétain semble faire l'unanimité, la politique du gouvernement donne lieu à de nombreuses réserves¹. Les premières réactions visibles proviennent des milieux communistes, mais ils sont rapidement affaiblis par les arrestations menées dès fin 1940, dans les principaux centres ouvriers du département : Oyonnax, Bellegarde, Tenay/ Saint-Rambert.

Parallèlement, émergent quelques voix d'opposition en ville. A Bourg-en-Bresse, Paul Pioda figure parmi ces personnalités qui rapidement entrent en action. Socialiste convaincu, cet officier de réserve, qui tient un commerce de vitrier-miroitier ne cache pas son hostilité au régime de Vichy et est vite suspecté d'opposition². Sa boutique devient le point de rencontre de tous ceux éprouvant les mêmes sentiments. Aidé de sa sœur Louise, Pioda tisse un réseau de contacts au sein du milieu enseignant et syndicaliste. Il est notamment lié à la famille Morandat ; Henri et surtout Léon (dit Yvon), ancien secrétaire de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), jouent un rôle essentiel dans l'essor de la Résistance dans l'Ain. D'autres responsables syndicalistes, comme César Monnet, responsable CFTC, ou René Greusard de la CGT des PTT (Confédération générale des travailleurs des Postes Télégraphes Télécommunications) le rejoignent. Le milieu lycéen, particulièrement le lycée Lalande est infiltré dès 1941. Un autre groupe se forme autour du jeune Raymond Sordet qui a établi un contact avec l'Intelligence Service (service de renseignement extérieur britannique) auquel il fournit des renseignements et duquel il reçoit ordres et consignes.

A Bellegarde, le milieu syndicaliste se mobilise également, notamment autour de Marius Marinet. Dès l'hiver 1940-1941, il participe avec Madras, ancien dirigeant CGT, à la restructuration clandestine des syndicats démantelés par le régime de Vichy. A Nantua, le docteur Mercier et son épouse, pharmacienne, s'efforcent de convaincre leur clientèle du caractère néfaste de l'action gouvernementale. Ils parviennent ainsi à réunir un petit cercle d'amis. Quelques militaires installés à Bourg après la défaite veulent poursuivre la lutte. Ainsi, le général de division cuirassée Charles Delestraint, figure éminente de l'armée, crée dès la fin 1940 une « Amicale des anciens des chars ». Par ce biais, il tente de convaincre les officiers de préparer une riposte contre l'ennemi. Parmi ceux qui le rejoignent, le capitaine Gastaldo, alors officier du 2ème Bureau de l'armée d'armistice. Parallèlement, Delestraint noue des contacts amicaux avec Rémond Charvet, chirurgien-dentiste, et André Fornier, directeur de la Brasserie régionale. A Ambérieu, la base aérienne et l'usine de la S.N.C.A.S.E recèlent également quelques embryons résistants appelés à se développer.³

La maison du couple Deschamps à Miribel qui a abrité de nombreuses réunions de résistants et logés certains d'entre eux

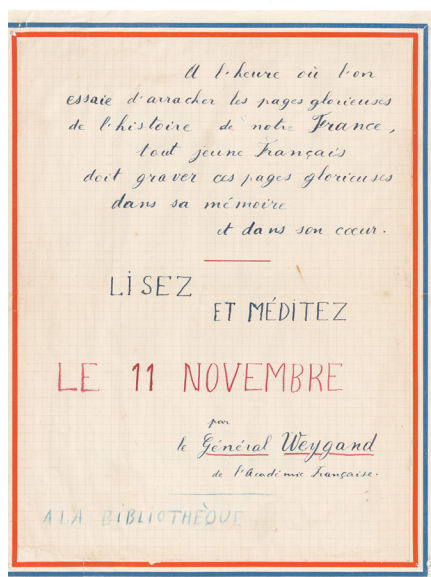


1 Archives départementales de l'Ain, 180W102, rapport préfectoral du 30 octobre 1940.

2 Archives départementales de l'Ain, 180W590, témoignage de Madame Appleton

3 Yves Martin, « L'Ain dans la guerre 1939/1945 : la vie quotidienne sous l'Occupation », Editions, Horvath, 1989,p.32.

1.4 - Rendre visible l'opposition et nuire à l'ennemi : les premières actions dans l'Ain



Tract diffusé dans l'Ain. La feuille de cahier sur laquelle est rédigé le texte, a été collée sur une affichette reprenant le discours de Pétain du 20 juin 1940 (Coll. départementale des musées de l'Ain, Inv. N1998.20.1447)



Tract diffusé à Bourg-en-Bresse le 6 septembre 1940 (Archives Départementales de l'Ain, 180W307)

Les premiers opposants prêts à transformer en actes leur refus de la défaite et de l'armistice doivent faire face à un cruel manque de moyens et surtout de perspectives d'autant que l'Occupant n'est pas physiquement présent partout. Les restrictions sur le matériel, mais aussi la surveillance et la répression exercées par les autorités pour museler le moindre embryon de résistance, limitent leur champ d'activité.

Ils expriment d'abord et surtout leur opposition. Dès le 26 août 1940, la diffusion de papillons et d'affiches intitulés « Français », est signalée à Chatillon-la-Palud¹. Rédigés à la main, ils invitent les Français à réagir et dénoncer à la fois l'occupation allemande et le gouvernement de Vichy². D'autres tracts fleurissent un peu partout critiquant la collaboration et louant l'action de De Gaulle³. Des inscriptions « V » (traduisant l'espoir d'une victoire sur l'occupant), ou en faveur de l'Angleterre apparaissent⁴.

Le 11 mai 1941, un Nantuaïen profite de la Fête de Jeanne d'Arc pour exposer un drapeau britannique et un drapeau français à croix de Lorraine⁵. Le 14 juillet 1942, un tract des mouvements de Résistance diffusé à Bourg, invite les Français à pavoiser leurs maisons, à arborer les couleurs du drapeau français, à chanter la Marseillaise⁶.

Courant 1942, ont lieu les premiers sabotages ou actes violents à l'encontre des collaborateurs. Le 29 mai 1942, la ligne ferroviaire Lyon-Strasbourg est coupée quelques heures entre Bourg et Saint-Etienne-du-Bois suite à un déraillement provoqué par des pierres disposées sur les rails⁷. A Ambérieu, dans la nuit du 8 au 9 septembre, un attentat à la grenade vise le siège de la Légion⁸.

Mais la principale activité de ces premières cellules résistantes reste le recrutement afin de constituer des bases solides destinées à une action future. Il s'agit également de nouer des contacts avec les Forces de la France Libre en vue d'obtenir davantage de moyens. Dans le département de l'Ain, l'action de Léon Morandat, devenu Yvon, premier envoyé de De Gaulle parachuté en zone sud début novembre 1941, est déterminante dans la structuration du Mouvement Libération. Les mouvements orientent d'abord principalement l'activité vers la production d'une propagande résistante et sa diffusion. Des sizaines⁹ regroupées en trentaines¹⁰ se spécialisent dans la distribution de tracts et journaux résistants, tels "Combat", "Libération", "Franc-Tireur" et plus tard "Bir-Hakeim".

1 ADA 180W307 rapport du 26 août 1940

2 ADA 180W307 tract « Français »

3 La liasse des ADA 180W307 contient notamment des éléments sur des diffusions à Bourg, Hauteville, Béligneux.

4 ADA 180W307 : rapport de gendarmerie du 7 mars 1941 concernant des inscriptions à Nantua, rapport de police du 29 mars 1941 sur des inscriptions à Oyonnax, rapport de police du 18 septembre 1941 concernant des inscriptions à Ruffieu.

5 Yves Martin, « L'Ain dans la guerre 1939/1945 : la vie quotidienne sous l'Occupation », Editions, Horvath, 1989, p.32.

6 ADA 180W307 tract « 14 juillet 1942 »

7 Yves Martin, op.cit., p.54

8 Ibid, p.55

9 Cellules de six personnes.

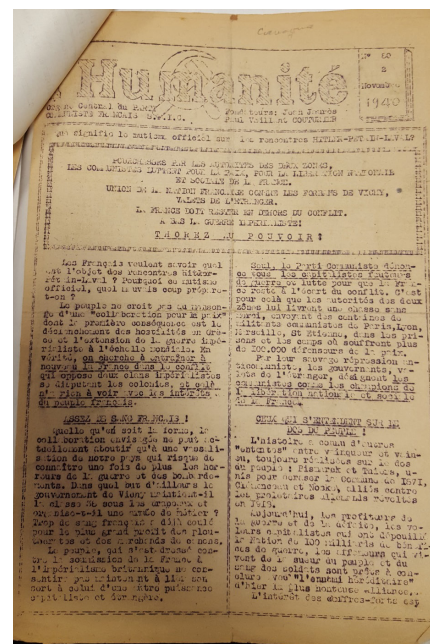
10 Regroupement de cinq sizaines.

1.5 - Les communistes, une avant-garde rapidement décimée

A la suite de la signature du pacte germano-soviétique en août 1939, le Parti Communiste Français (PCF) est interdit le 26 septembre suivant. Aussitôt, ses membres reforment un parti clandestin et éditent clandestinement « L'Humanité ». Il s'agit alors surtout de dénoncer une guerre impérialiste à laquelle la classe ouvrière n'a pas à participer. Telle est la ligne politique fixée par le parti jusqu'à l'invasion de l'URSS en juin 1941.

Dès lors, le PCF s'engage dans une lutte sans merci contre l'Occupant et contre Vichy. Dans l'Ain, les communistes s'organisent pour poursuivre la diffusion de la propagande. Dante Campioli, jeune militant ouvrier d'origine italienne de Saint-Rambert, est contacté pour intégrer une équipe de trois personnes chargées d'organiser la distribution de tracts et journaux. Mais très vite, il subit comme d'autres l'implacable répression de Vichy. Fin 1940, il est déchu de la nationalité française et sa maison est perquisitionnée à plusieurs reprises ; arrêté en 1942, il est envoyé au camp du Vernet¹. Son cas illustre la chasse aux communistes dans l'Ain lancée par le Commissaire Bouvard de Bourg dès l'automne 1940 afin de détruire les principales cellules.

La préfecture dresse des listes de plusieurs centaines de noms d'activistes ou de sympathisants² dont certains font l'objet d'arrestations. Parmi eux, René Nicod, député-maire d'Oyonnax, est interpellé et incarcéré le 17 octobre 1940, avant d'être interné dans la Creuse. D'autres, épargnés par la répression, poursuivent le combat et accompagnent le développement des maquis dans l'Ain, à l'image de Jean Ritoux de Montréal-la-Cluse qui apporte une aide logistique importante à Romans-Petit. Toutefois, une forte proportion de communistes de l'Ain semble adopter une attitude passive sous la pression policière, sans pour autant renier leurs convictions³.



Journal, "L'Humanité", 2 novembre 1940
(Archives départementales de l'Ain, 180W107)

1 Témoignage de Dante Campioli recueilli le 17 novembre 2008 par le MDHRD.

2 Georges Le Goupil, Recherches sur la Résistance dans l'Ain : "1940-1944, essai d'Histoire générale", DEA d'Histoire contemporaine sous la dir. De M. Etienne FOUILLOUX, université de Lumière Lyon II, septembre 1993, p.26.

3 Ibid, p.24

1.6 - Les réseaux

Apparus dès 1940, les réseaux se différencient des mouvements dans leur finalité et leur structure. Complexes, mobiles, adaptables, ils se concentrent sur des missions bien spécifiques, comme l'évasion de prisonniers de guerre ou de soldats alliés, le renseignement, le sabotage. La plupart sont formés à l'initiative de la France Libre de De Gaulle (notamment du Bureau central de renseignements et d'action ou BCRA) ou des services secrets britanniques (l'Intelligence service suppléée dès l'été 1940 par le Special Operations Executive ou SOE). Sur le terrain, certains groupes déjà constitués tentent de trouver le contact avec Londres, sans toujours faire la distinction entre les services britanniques et ceux de la France Libre, les premiers leur offrant d'ailleurs davantage d'aide financière et logistique.

Les réseaux d'évasion utilisent principalement deux filières : l'une aboutit en Suisse, l'autre en Espagne via les Pyrénées. Les réseaux de renseignement jouent un rôle capital. Leur structure repose sur le cloisonnement des tâches car leurs membres sont très exposés, notamment les « pianistes » chargés des transmissions radio et facilement repérables lors des émissions. De façon générale, les pertes des réseaux furent proportionnellement les plus fortes de la Résistance.

Dans l'Ain, plusieurs réseaux semblent avoir opéré, comme le réseau Pat O'Leary (filière d'évasion de militaires puis d'aviateurs britanniques). Mais l'un des plus actifs est le réseau Pimento issu de la mission menée par Yvon Morandat. Son rapport sur le potentiel résistant souligne la bonne structuration du milieu syndical mais son cruel manque de matériel et d'encadrement. Anthony Brooks du SOE est alors nommé pour monter un réseau destiné au sabotage ferroviaire en zone sud autour de deux pôles principaux, Toulouse et Lyon. Originaire de l'Ain, Morandat se charge d'implanter le réseau dans la région lyonnaise, avec l'aide de ses deux frères. Ensemble, ils participent notamment à la recherche de terrains de parachutages en Bresse et en Dombes. Le premier aura lieu à Polliat le 26 octobre 1942.



C H A P I T R E D E U X

PARCOURS DE VIE : HOMMES ET FEMMES DE L'AIN ENTRÉS EN RÉSISTANCE

Dès 1940, des habitants de l'Ain, rares, se distinguent par leur choix de refuser l'inacceptable. Certains connus du grand public, d'autres oubliés par la mémoire collective, tous méritent que l'on mette en lumière leur parcours de vie souvent extraordinaire. Loin d'être exhaustive, la sélection ci-dessous a été élaborée en fonction de la documentation disponible pour chacun des noms cités et de la pertinence des trajectoires.

Pour chacun d'eux, nous avons compilé documents, archives, photographies, témoignages afin de donner la vision la plus complète possible de ces personnalités singulières.

Parcours proposés :

Colette LACROIX (lycéenne à Bourg, s'engage dans un groupe collectant des renseignements)

Raymond SORDET (dirige un groupe chargé de faire du renseignement pour les Anglais)

Marcelle APPLETON (fait jouer ses relations pour alerter sur la situation de la France)

Léon dit Yvon MORANDAT (rejoint De Gaulle en juin 1940, est son premier envoyé en France libre)

Général Charles DELESTRAINT (retraité à Bourg, tente de mobiliser ses pairs pour une réaction face à la défaite)

Émile et Paulette MERCIER (médecin et pharmacienne à Nantua, s'engagent rapidement dans des réseaux d'aide aux personnes pourchassées)

2.1 – Colette LACROIX (née en 1924)

La défaite française et la captivité de son père, prisonnier de guerre, marquent profondément la jeune Colette, lycéenne à Bourg-en-Bresse.

Déterminée à agir, elle intègre un groupe formé par le jeune Raymond Sordet (avec lequel elle est fiancée), spécialisé dans la collecte de renseignements dès l'automne 1940. Elle rencontre également Marcelle Appleton déjà engagée aux côtés de Paul Pioda. En avril 1941, Colette est arrêtée avec les autres membres du groupe. Rapidement libérée, elle se rapproche de Pioda et entre au mouvement Libération. Elle fait également partie du mouvement Combat. Puis elle rejoint le groupe des Forces unies de la jeunesse et devient chef de sizaine. Elle distribue des tracts, vend des portraits du général de Gaulle, fabrique des faux papiers...

En 1942, elle passe son baccalauréat au lycée de Nantua et rencontre les résistants locaux. Contactée par Henri Morandat, frère d'Yvon, elle est recrutée par le réseau Pimento, spécialisé dans le sabotage et y rencontre son futur mari, Henri Gauthier, responsable régional. Elle accomplit diverses missions au service de cette organisation : recherche de terrains de parachutage, transport d'armes, de postes émetteurs, agent de liaison, organisation de sabotages... Début 1944, enceinte, elle part accoucher à Montauban et y côtoie Clara Malraux. Puis elle confie son fils à une famille d'Hauteville et reprend ses activités. Jusqu'à la libération, elle poursuit son action à la fois dans l'Ain et dans d'autres régions.

Portrait de Colette Lacroix en 1943 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.02)



Colette Lacroix sur l'embarcadere à Nantua en 1942 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.04)



Colette Lacroix en 1943 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.01)



Portrait d'Henri Gauthier alias « Jag », époux de Colette Lacroix (Coll. privée)



Transcription

Extraits du témoignage de Colette Lacroix enregistré le 21 mars 2003 par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain

« Je m'appelle Colette Lacroix, je suis née en 1924, ce qui fait qu'en 39 donc j'avais 15 ans et mon père avait été fait prisonnier... Et avec... 5 ou 6 camarades on avait décidé de partir en Angleterre. Alors on se réunissait, enfin de partout et en... avril-mai 41 on a été dénoncé et on a été arrêté. On était... on a été dans les sous-sols de la Préfecture de Bourg, arrêté par la Police de Vichy. Mais les autres qui étaient beaucoup... qui étaient plus âgés que moi sont allés en prison. Il y avait Raymond Sordet, Madame Appleton enfin... et eux sont allés en prison. Moi, j'étais jeune mais on m'a donné un avocat d'office. (...)

Bon en fin de compte, l'affaire pour moi qui était jeune a été classée (...)

Bon, entretemps j'avais... je... enfin travaillé si on peut dire avec Paul Pioda (...) justement Paul Pioda était un voisin de ma famille, à Bourg. Donc, c'est comme ça que je le connaissais et on commençait à écrire des journaux... on commençait à faire des tracts et je dis, à vendre des photos de De Gaulle. Et... Madame Appleton qui était d'origine anglaise, il y avait des gens qui essayaient de fouiller chez elle. Et un soir elle m'a demandé d'aller chez elle, de me cacher chez elle pendant qu'elle sortait très visiblement et je me suis cachée dans les rideaux de sa maison. Il y a des gens qui sont entrés, j'ai pu les repérer (...)

On a participé à des vols de cartes d'identité, à des vols dans la... et moi j'avais la grosse spécialité... il y avait les... le Commissaire de Police s'appelait Chabrier et je faisais les signatures de Chabrier, sur les fausses cartes d'identité, mieux que Chabrier lui-même (...)

Après je suis partie de Bourg et je suis venue à Nantua (...). Je suis venue à Nantua en 1942. Et là bon j'ai rencontré les gens de la Résistance à Nantua. (...)

Alors là après, j'ai rencontré mon mari... qui n'était pas encore mon mari bien sûr à l'époque (...) c'est Henri Gauthier dit Jag.(...)

Alors, à partir de ce moment-là, moi je... manquais de... enfin bon, j'étais soi-disant au lycée en philo à Nantua. Je sais pas comment j'ai fait, j'ai eu le Bac quand même... mais c'est... c'était... on cherchait des terrains pour des parachutages éventuels. On cherchait de l'argent pour... parce qu'il y avait les... les jeunes qui commençaient à partir au STO et pour pouvoir les... les sauver du STO. (...)

Il y avait plusieurs dénonciations contre moi qui sont arrivées à la Gestapo à Bourg (...)

A ce moment-là je... j'ai quitté mon... enfin mon domicile légal si vous voulez (...)

Nous nous sommes mis en relation avec le groupe MARCO qui faisait du sabotage. Et le groupe MARCO travaillait sous les ordres de Jag, en question, qui lui était chargé de faire du sabotage de voies ferrées, de voies

de communication pour l'Ain, le Rhône, l'Isère (...)

On a eu des parachutages et on recevait pas mal de matériel. Alors moi j'étais chargée de porter le matériel à Grenoble, à Toulouse... parce que j'étais une petite jeune fille, ça allait très, très bien, on ne se méfiait pas de moi. Et après... alors nous on a cherché des équipes pour faire des parachutages, on a eu beaucoup de parachutages qui ont été pris par les Allemands d'ailleurs... En 1944, alors là au début 44, heu... je suis partie moi à Montauban, je devais accoucher, j'ai accouché à Montauban (...)

et bon alors à Montauban, on nous a signalé que la Division Das Reich allait... faisait de porte en porte, essayait de trouver des résistants et je suis partie de Montauban avec mon bébé sur le bras, la valise avec le poste émetteur et on est arrivé à la Gare de Montauban. Mon patron et mon mari qui avaient de faux papiers sont partis devant et moi avec le poste émetteur et le bébé suis arrivée à la gare. Là, les Allemands de Das Reich ils m'ont... il y en a un qui a pris le bébé, l'autre a pris la valise. Non, il n'a pas encore pris le bébé, il y en a un qui a pris la valise, il est allé sur la banque et il a ouvert la valise, je n'ai rien vu, il a refermé la valise, il a parlé à l'autre. L'autre m'a pris le bébé des mains et ils m'ont fait aller sur le quai de la gare (...)

J'ai dit bon, ben ils vont me tuer sur le quai de la gare. Alors ils ont ouvert une portière du train, l'un a pris ma valise, a fait de la place, l'autre a fait partir quelqu'un, ils m'ont aidée à monter. Ils m'ont donné mon bébé, ils m'ont dit bon voyage Mademoiselle (...). Mais sur le dessus du poste émetteur, on avait mis les brassières des choses comme ça (...).

Bon j'ai connu Barbie, heu... j'avais été chargée, j'étais avec mon patron à Toulouse... et on avait entendu avant que... de monter dans le train, on avait entendu le message disant que le Débarquement allait avoir lieu vers Sète. On avait entendu le message, on est monté dans le train. Et mon patron m'avait dit : « Tu as une place retenue dans le compartiment à côté », bien sûr en première classe etc., c'était l'Angleterre qui payait, « à côté de Barbie », dans un compartiment d'à côté. « Alors débrouilles toi, quand tu auras le bombardement... quand tu auras le Débarquement on va être juste au moment voulu pour mettre la main sur Barbie et qu'on puisse le récupérer au moins comme otage à ce moment-là. ». Ça c'est très bien passé, j'étais là. Je suis allée dans le compartiment et puis Barbie qui était un type très, très bien heu... a dit à un de ses hommes « Invitez cette jeune fille ». Et j'ai passé la nuit complète dans le compartiment de Barbie à manger tout ce qu'il y avait tout et tout. Le train s'est arrêté au niveau de Sète. Et là on attendait, on attendait et puis on est resté 3 ou 4 heures à peu près là puis le train est parti. Parce que le message avait été annulé, mais ça on ne le savait pas... Et arrivé à Lyon, Barbie m'a dit on va manger ensemble et puis on verra. Et on est allé dans un restaurant de Lyon, après la Libération, j'avais presque envie d'aller... mais je ne suis pas dénonciatrice, d'aller dénoncer la patronne mais enfin, alors on a fait un repas somptueux encore et puis il m'a dit : « On va bien finir le... » Voilà, alors moi j'ai dit : « Je vais aux Toilettes » et puis suis partie à toute allure, je me suis fait engueuler par mon patron et par mon mari." (...)

2.2 – Raymond SORDET (1921-1944)



Raymond Sordet (Coll.
Archives départementales de
l'Ain, Fonds Appleton)

Fils d'instituteur de Bourg-en-Bresse et élève au lycée Lalande, Raymond refuse la défaite. Dès l'automne 1940, il réunit autour de lui une dizaine de camarades. Parmi eux, se trouve notamment la jeune Colette Lacroix, avec laquelle il est fiancé. Dans un premier temps, il s'agit surtout de discussions animées et de projets d'actions. Par la suite, Sordet parvient à prendre contact avec les services secrets britanniques de l'Intelligence service (IS) en Suisse. L'un des membres du groupe, habitué à passer la frontière en fraude, récupère les consignes de l'IS. Leur mission consiste essentiellement à surveiller des habitants de Bourg-en-Bresse, soupçonnés d'espionnage pour l'Allemagne. Sordet rassemble les renseignements collectés par ses camarades et rédige les rapports transmis à l'IS. Début avril 1941, il rencontre Marcelle Appleton, en liaison avec le réseau de Pioda, et lui expose son projet : transformer le groupe en organisation paramilitaire sous couvert d'une société sportive. Une réunion de mise au point est prévue chez Madame Appleton. Mais l'imprudence des lycéens conduit à l'arrestation de la plupart d'entre eux. Seul Sordet est condamné à de la prison avec sursis. Désorganisé, le groupe se disperse. En novembre 1941,

Raymond est convoqué aux Chantiers de jeunesse en Haute-Savoie. Il y poursuit sa propagande gaulliste et aide ses camarades requis pour la Relève à s'évader. Il leur fournit de faux papiers grâce aux liens noués avec les militants communistes locaux. En avril 1943, il s'enfuit du chantier et rejoint le maquis d'Albertville. Désireux d'une vie plus active, il part pour Marseille où il est recruté comme chef de secteur pour le réseau de renseignement Charrette. Là, il devient Jean-Jacques VARENNE. Il relève notamment les plans de la base allemande sous-marine de Toulon et les transmet à Londres. Arrêté à Marseille, il est incarcéré à la Prison des Baumettes. Transféré au Fort Montluc à Lyon le 6 avril 1944, il est condamné à mort pour espionnage et fusillé le 31 mai suivant. En sa mémoire, une place de Brégnier-Cordon porte son nom.

Transcription

Témoignage de M. Jean-Paul DUBOIS
27, rue Marcellin Berthelot, Bourg (Ain)
Recueilli par E. PERROY, le 16 Juillet 1946

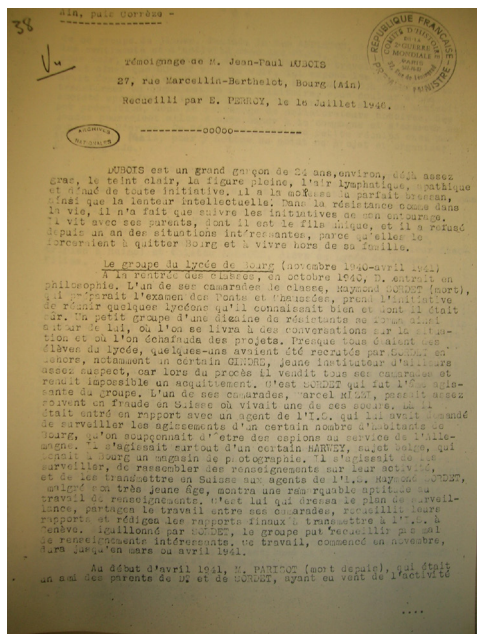
DUBOIS est un grand garçon de 24 ans, environ, déjà assez gras, le teint clair, la figure pleine, l'air lymphatique, apathique et dénué de toute initiative. Il a la mollesse du parfait bressan, ainsi que la lenteur intellectuelle. Dans la résistance comme dans la vie, il n'a fait que suivre les initiatives de son entourage. Il vit avec ses parents, dont il est le fils unique, et il a refusé depuis un an des situations intéressantes, parce qu'elles le forceraient à quitter Bourg et à vivre hors de sa famille.

Le groupe du lycée de Bourg (novembre 1940 – avril 1941)

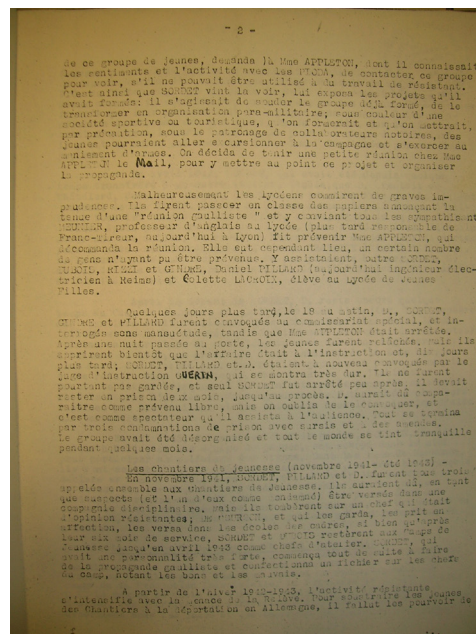
A la rentrée des classes, en octobre 1940, D. entrait en philosophie. L'un de ses camarades de classe, Raymond SORDET (mort) qui préparait l'examen des Ponts et Chaussées, prend l'initiative de réunir quelques lycéens qu'il connaissait bien et dont il était sûr. Un petit groupe d'une dizaine de résistants se forma ainsi autour de lui, où l'on se livra à des conversations sur la situation et où l'on échafauda des projets. Presque tous étaient des élèves du lycée, quelques-uns avaient été recrutés par SORDET en dehors, notamment un certain GINDRE, jeune instituteur d'ailleurs assez suspect, car lors du procès il vendit tous ses camarades et rendit impossible un acquittement. C'est SORDET qui fût l'âme agissante du groupe. L'un de ses camarades, Marcel RIZZI, passait assez souvent en fraude en Suisse où vivait une de ses sœurs. Là il était entré en rapport avec un agent de l'I.S [Intelligence service, service secret britannique] qui lui avait demandé de surveiller les agissements d'un certain nombre d'habitants de Bourg, qu'on soupçonnait d'être des espions au service de l'Allemagne. Il s'agissait surtout d'un certain -----, sujet belge, qui tenait à Bourg un magasin de photographie. Il s'agissait de les surveiller, de rassembler des renseignements sur leur activité, et de les transmettre en Suisse aux agents de l'I.S. Raymond SORDET malgré son très jeune âge, montra une remarquable aptitude au travail de renseignements. C'est lui qui dressa le plan de surveillance, partagea le travail entre ses camarades, recueillait leurs rapports et rédigea les rapports finaux à transmettre à l'I.S à Genève. Aiguillonné par SORDET, le groupe put recueillir pas mal de renseignements intéressants. Ce travail, commencé en novembre dura jusqu'en mars ou avril 1941.

Au début d'avril 1941, M. PARISOT (mort depuis), qui était un ami des parents de D. et de SORDET, ayant eu vent de l'activité de ce groupe de jeunes, demanda à Mme APPLETON, dont il connaissait les sentiments et l'activité avec les Pioda, de contacter ce groupe pour voir s'il ne pouvait être utilisé à du travail de résistant. C'est ainsi que SORDET vint la voir, lui exposa les projets qu'il avait formés : il s'agissait de souder le groupe déjà formé, de le transformer en organisation paramilitaire ; sous couleur d'une société sportive ou touristique, qu'on formerait et qu'on mettrait par précaution, sous le patronage de collaborateurs notoires, des jeunes pourraient

Extrait 1 témoignage de Jean-Paul DUBOIS (ADA 180W590-591)



Extrait 2 témoignage de Jean-Paul DUBOIS (ADA 180W590-591)



aller excursionner à la campagne et s'exercer au maniement d'armes. On décida de tenir une petite réunion chez Mme APPLETON le Mail, pour y mettre au point ce projet et organiser la propagande.

Malheureusement les lycéens commirent de graves imprudences. Ils firent passer en classe des papiers annonçant la tenue d'une « réunion gaulliste » et y conviant tous les sympathisants. MEUNIER, professeur d'anglais au lycée (plus tard responsable de Franc-Tireur, aujourd'hui à Lyon) fit prévenir Mme APPLETON, qui décommanda la réunion. Elle eut cependant lieu, un certain nombre de gens n'ayant pu être prévenus. Y assistaient, outre SORDET, DUBOIS, RIZZI et GINDRE, Daniel PILLARD (aujourd'hui ingénieur électrique à Reims) et Colette LACROIX, élève au Lycée de Jeunes Filles.

Quelques jours plus tard, le 18 au matin, D. SORDET, GINDRE et PILLARD furent convoqués au commissariat spécial, et interrogés sans mansuétude, tandis que Mme APPLETON était arrêtée. Après une nuit passée au poste, les jeunes furent relâchés. Mais ils apprirent bientôt que l'affaire était à l'instruction et, dix jours plus tard, SORDET, PILLARD et D. étaient à nouveau convoqués par le juge d'instruction Guérin, qui se montra très dur. Ils ne furent pourtant pas gardés, et seul SORDET est arrêté peu après. Il devait rester en prison deux mois, jusqu'au procès. D. aurait dû comparaître comme prévenu libre, mais on oublia de le convoquer, et c'est comme spectateur qu'il assista à l'audience. Tout se termina par trois condamnations de prison avec sursis et à des amendes. Le groupe avait été désorganisé et tout le monde se

tint tranquille pendant quelques mois.

Les chantiers de jeunesse (novembre 1941 – été 1943) –

En novembre 1941, SORDET, PILLARD et D. furent tous trois appelés ensemble aux chantiers de jeunesse. Ils auraient dû, en tant que suspects (et l'un d'eux comme condamné) être versés dans une compagnie disciplinaire. Mais ils tombèrent sur un chef qui était d'opinion résistante, De Gourson, et qui les garda, les prit en affection, les versa dans les écoles des cadres, si bien qu'après leurs six mois de service, SORDET et DUBOIS restèrent aux camps de Jeunesse jusqu'en avril 1943 comme chef d'atelier. SORDET, qui avait une personnalité très forte, commença tout de suite à faire de la propagande gaulliste et confectionna un fichier sur les chefs du camp, notant les bons et les mauvais.

A partir de l'hiver 1942-1943, l'activité résistante s'intensifie avec la Relève. Pour soustraire les jeunes des Chantiers à la déportation en Allemagne, il fallut les pourvoir de fausses permissions (qu'on se procurait au chantier même) et aussi de fausses cartes d'identité, que SORDET obtenait de militants PC du Châtelard, avec lesquels il avait noué connaissance. Pour mieux assurer la sécurité des transfuges, on les affublait de grades fictifs qui permettaient de voyager sans danger. Cette organisation fonctionna sur une assez grande échelle. Sur un effectif total d'environ 1500 à 2000 hommes pour les camps du Châtelard, il y eut au moins une centaine d'évasions facilitées par ces faux papiers.

En avril 1943, SORDET, qui avait été depuis quelques temps transféré à un autre atelier, tandis que D. restait au Châtelard, dans les Bauges, (c'était la première fois qu'ils étaient séparés depuis 1940), décida de passer au maquis, il emmena d'ailleurs tous les hommes de son atelier, et rejoignit le maquis d'Albertville. Après plusieurs mois de maquis, dans l'été 1943, il voulut mener une vie active, se rendit à Marseille et devint chef de secteur pour la côte méditerranéenne du réseau Charrette (Michel GAILLIAU). D. le revit plusieurs fois, lors de ses passages à Bourg, mais Sordet ne lui dévoila rien de son travail. Il devait d'ailleurs être arrêté et fusillé en 1944.

2.3 – Marcelle Appleton (1895 - 1964)



Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, Fonds Appleton)

D'origine alsacienne et américaine, Marcelle Appleton, experte-comptable, vit à Bourg. Anti-allemande et anti-pétainiste convaincue, elle décide à l'été 1940 d'écrire au président américain Roosevelt une lettre intitulée « SOS » [Save our souls / Sauvez nos âmes) dans laquelle elle l'implore d'intervenir. Par l'intermédiaire de son ami Gabriel Parisot, leader socialiste, vice-président de la loge maçonnique de Bourg et opposant déjà actif, cette missive semble effectivement être parvenue à destination. Le 11 novembre 1940, elle dépose une gerbe tricolore aux pieds du monument aux morts de Bourg-en-Bresse.

En mars 1941, elle rencontre le jeune Raymond Sordet qui souhaite créer une association touristique camouflant une organisation de renseignement. Une imprudence entraîne son incarcération durant une journée en avril 1941. De santé fragile, ce séjour l'affaiblit, mais elle reprend ses activités spécialement auprès de Paul Pioda. En septembre 1942, elle rejoint l'Armée secrète et œuvre pour le réseau Gallia à partir de 1943. Sa maison accueille des réunions et sert de refuge aux résistants. Expulsée par les Allemands, Marcelle Appleton se retire à la campagne puis revient sur Bourg poursuivre son action de renseignement jusqu'à la libération.



M. Appleton devant la préfecture
Marcelle Appleton devant la Préfecture à Bourg-en-Bresse le 4 septembre 1944 (Archives départementales de l'Ain, Fonds Appleton)

Transcription

TEMOIGNAGE DE MADAME APPLETON DEMEURANT A BOURG

Première Emprisonnée « Gaulliste du Département de l'AIN (Mai 1941)

Citée à l'Ordre du Régiment. 5 juin 1945

Engagée volontaire dans l'A.S. – 1er septembre 1942

Et, dans la France Combattante (Réseau GALLIA) Février 1943

1°) Origine du Mouvement ou entrée du Militant dans le mouvement

J'ai participé aux premières réunions d'où sortit le Mouvement de LIBERATION (Sud) ainsi qu'à la première fusion entre l'A.S. et Libération, et Combat. – (Lt Colonel, alors Capitaine Gastaldo, - Paul PIODA – Lt Colonel, alors Commandant René Cerf-)

Avant la guerre, je n'avais aucune opinion définie ; en dehors du goût des réformes Sociales Hardies, qui me semblaient une élémentaire équité.

Mes enfants sont pupilles de la Nation – Tous deux furent de nouveau exposés durant la guerre durant la guerre 39-40.

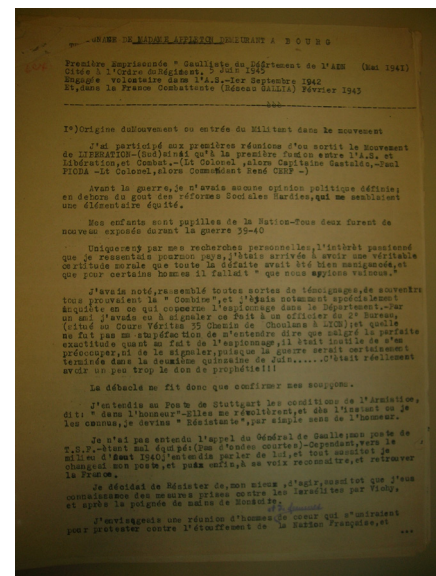
Uniquement par mes recherches personnelles, l'intérêt passionné que je ressentais pour mon pays, j'étais arrivée à avoir une véritable certitude morale que toute la défaite avait été manigancée, et que pour certains hommes il fallait « que nous soyions (sic) vaincus »

J'avais noté, rassemblé toutes sortes de témoignages, de souvenirs tous prouvaient la « Combine », et j'étais notamment spécialement inquiète en ce qui concerne l'espionnage dans le Département. – Par un ami j'avais eu à signaler ce fait à un officier du 2° Bureau, (situé au Cours Veritas 35 Chemin de Choulans à Lyon) ; et quelle ne fut pas ma stupéfaction de m'entendre dire que malgré la parfaite exactitude quant au fait de l'espionnage, il était inutile de s'en préoccuper, ni de le signaler, puisque la guerre serait certainement terminée dans la deuxième quinzaine de Juin.... C'était réellement avoir un peu trop de don de prophétie !!!

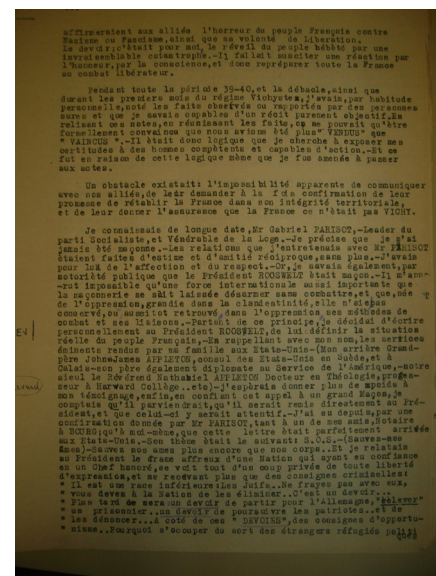
La débâcle ne fit donc que confirmer mes soupçons.

J'entendis au Poste de Stuttgart les conditions de l'Armistice, dit : « dans l'honneur »- Elles me révoltèrent, et dès l'instant ou (sic) je les connus, je devins "Résistante", par simple sens de l'honneur.

Je n'ai pas entendu l'appel du Général de Gaulle ; mon poste de T.S.F.- étant mal équipé : (pas d'ondes courtes) – Cependant, vers le milieu d'août 1940



Extrait 1 du témoignage de Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, 180W590-591)



Extrait 2 du témoignage de Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, 180W590-591)

j'entendis parler de lui, et tout aussitôt je changeai mon poste, et pus enfin, à sa voix reconnaître, et retrouver la France.

Je décidai de résister de, mon mieux, d'agir, aussitôt que j'eus connaissance des mesures prises contre les Israélites par Vichy, et après la poignée de mains de Montoire.

J'envisageais une réunion d'hommes et de femmes [ajouté au stylo] de cœur qui s'uniraient pour protester contre l'étouffement de la Nation Française, et affirmeraient aux alliés l'horreur du peuple Français contre le Nazisme ou Fascisme, ainsi que sa volonté de Libération.

Le devoir c'était pour moi, le réveil du peuple hébété par une invraisemblable catastrophe. – Il fallait susciter une réaction par l'honneur, par la conscience, et donc repréparer toute la France au combat libérateur.

Pendant toute la période 39-40, et la débacle, ainsi que durant les premiers mois du régime Vichyste, j'avais par habitude personnelle, noté les faits observés ou rapportés par des personnes sûres et que je savais capables d'un récit purement objectif. En relisant ces notes, en réunissant les faits, on ne pouvait qu'être formellement convaincu que nous avons été plus « VENDUS » que « VAINCUS ». – Il était donc logique que je cherche à exposer mes certitudes à des hommes compétents et capables d'action. – et ce fut en raison de cette logique même que je fus amenée à passer aux actes.

Un obstacle existait : l'impossibilité apparente de communiquer avec nos alliés, de leur demander à la fois confirmation de leur promesse de rétablir la France dans son intégrité territoriale, et de leur donner assurance que la France ce n'était pas VICHY.

Je connaissais de longue date, Mr Gabriel PARISOT, - Leader du parti Socialiste, et Vénérable de la Loge. – Je précise que je n'ai jamais été maçon.- Les relations que j'entretenais avec Mr PARISOT étaient faites d'estime et d'amitié réciproque, sans plus. – J'avais pour lui de l'affection et du respect.- Or, je savais également par notoriété publique que le Président ROOSEVELT (sic) était maçon. – Il m'apparut impossible qu'une force internationale aussi importante que la maçonnerie se soit laissée désarmer sans combattre, et que, née de l'oppression, grandie dans la clandestinité, elle n'ait (sic) pas conservé, ou aussitôt retrouvé dans l'oppression ses méthodes de combat et ses liaisons. – Partant de ce principe, je décidai d'écrire personnellement au Président ROOSEVELT (sic), de lui définir la situation réelle du peuple Français, - En rappelant (sic) avec mon nom, les services éminents rendus par ma famille aux Etats-Unis-(Mon arrière Grand-père John James APPLETON, consul des Etats-Unis en Suède, et à Calais – son père également diplomate au Service de l'Amérique, - notre aïeul le Révérend Nathaniel APPLETON Docteur en Théologie, professeur à Harvard Collège...etc) – j'espérais donner plus de poids à mon témoignage, enfin, en confiant cet appel à un grand Maçon, je comptais qu'il parviendrait, qu'il serait remis directement au Président, et que celui-ci y serait attentif. – J'ai su depuis, par une confirmation donnée par Mr PARISOT, tant à un de mes amis, Notaire à Bourg ; qu'à moi-même, que cette lettre était parfaitement

arrivée aux Etats-Unis. – Son thème était le suivant : S.O.S. – (Sauvez-nos âmes) – Sauvez nos âmes plus encore que nos corps.. Et je relatais au Président le drame affreux d’une Nation qui ayant eu confiance en un Chef honoré, se voit tout d’un coup privée de toute liberté d’expression, et ne recevant plus que des consignes criminelles : « Il est une race inférieure : Les Juifs... Ne frayez pas avec eux, vous devez à la Nation de les éliminer.. C’est un devoir... Plus tard ce sera un devoir de partir pour l’Allemagne, « relever un prisonnier.. un devoir de poursuivre les patriotes.. et de les dénoncer.. A côté de ces « DEVOIRS », des consignes d’opportunisme.. Pourquoi s’occuper du sort des étrangers réfugiés politiques. Ne nous soucions que de nous Français... S’occuper des Juifs étrangers, mais non, les Juifs Français ne risquent rien... Chrétiens, pourquoi vous exposeriez-vous pour les Juifs... paysans pourquoi vous révolteriez-vous parce qu’on arrête des ouvriers ?... etc... »

On va loin ainsi, on va jusqu’au crime... et, parce qu’il avait déjà été fait au Printemps 1941, je prévoyais ce qui pourrait se faire avec cette grande entreprise de démoralisation nationale, de perversion gouvernementale qu’était Vichy.

Le thème de cette lettre a, du reste, été donné dans les milieux des premiers résistants. – Beaucoup s’y sont associés, et d’autres ont pris cet appel comme un slogan de propagande.. Les murs de la ville se couvrirent non seulement de V, et de croix de Lorraine, mais aussi de « S.O.S.U.A.A (?) (S.O.S.-U.S.A-). Les murs de la rue des Casernes à Bourg, notamment, étaient recouverts de ces lettres, sur la grande partie de son parcours.

Durant cette première tranche de résistance individuelle, notre volonté de réaction, nos efforts pour trouver une liaison, notre affirmation de nos sentiments Gaullistes, ou pro alliés, tous nos actes conservaient ce cachet d’individualisme qui caractérise à mon sens, dans l’ensemble, l’Histoire de la Résistance Française à son prélude.

Inscriptions murales, propagande parlée, réfutation des mensonges « qui nous firent tant de mal » recherche d’une liaison avec nos alliés et le Général de Gaulle, tel est réellement avec la surveillance d’éléments ultra-collaborateurs, et des suspects le résumé de nos actions entre fin 1940 et le Printemps 1941.

J’ai nommé dès le début de cette déposition : Monsieur PARISOT Gabriel, l’ancien vénérable de la Loge à Bourg. – Celui-ci pour lequel j’avais, avant guerre beaucoup d’estime, en raison de sa droiture, de sa largeur de conceptions, devint réellement pour moi un ami. A partir de l’instant où il se chargea de ma lettre pour le Président ROOSEVELT (sic), je le revis régulièrement.- Il m’indiqua notamment qu’il avait pu réunir des amis, tant à Bourg, qu’à Lyon surtout, et qu’il se réunissait régulièrement avec eux. Plus tard, il me confia qu’ils avaient un poste émetteur, poste qui circulait pour éviter les repérages, mais qui, à un moment donné avait été confié à des Dominicains qui travaillaient en accord avec eux... Naturellement, il ne me donna aucun nom, et je ne lui en demandai pas. – mais cette promesse d’union Française par-dessus tant de stupides querelles me donna grand espoir. – Je m’efforçai de l’aider de mon mieux à démarrer, et lui apportai régulièrement des renseignements.

Vers Mars 1941, Monsieur PARISOT me parla d'un groupe de jeunes gens qui faisaient déjà du bon travail, et qu'il serait utile de contacter en vue d'une fusion, mais avec une certaine prudence étant donné l'âge de ces jeunes- (Moyenne 18 à 19 ans) – Une affaire personnelle me servit d'introduction. – Ces jeunes réunis et dirigés par le jeune héros Raymond SORDET, 19 ans, demeurant à Bourg rue Marcellin-Berthelot 16 – avaient en effet réussi le tour de force de toucher par la Suisse, l'I.S.- et de recevoir de cet organisme, rapports, consignes etc...

Je ne sais pas exactement quelle a pu être toute l'action de ce que j'appellerai désormais le groupe SORDET mais en recoupant ce que j'ai su par SORDET lui-même ; de ce que m'ont appris depuis sa mort, ses parents et ses amis ; j'arrive à cette conclusion que cet enfant de 19 ans, appartenant à une famille modeste : - Monsieur SORDET père est instituteur à l'école CARRIAT de BOURG-) – cet enfant très choyé et très surveillé parmi les siens qu'il adorait, à (sic) réussi de véritables miracles par amour de la France.

Après son bachot, il était entré comme dessinateur aux Ponts-et-Chaussées à Bourg, Rue Bourgmayer. – Réunissant ses camarades, il avait réussi à former un groupe Gaulliste dès fin de 1940. – Se rencontrant avec eux sous prétexte de cinéma, il avait réussi à prendre contact avec l'I.S. - par la Suisse. Un de ces jeunes, nommé RIZI ?) passait la frontière en fraude et rapportait des consignes et des ordres. – Ils étaient à Bourg en liaison avec un officier d'Etat-Major qui leur donnait des renseignements importants, qu'à leur tour, et grâce à un code confié par l'I.S.- ils transmettaient aux alliés – De Suisse, ces Alliés leur signalaient des suspects à surveiller et notamment ces organisations qui, en zone libre, (et, nous en avons eu la preuve, sous les ordres de la Gestapo), établissaient un réseau d'espionnage qui causera la mort de tant des nôtres.

Je vis deux fois seul ce jeune homme qui à l'âge où tant d'autres ne pensent qu'au plaisir, ne pensait, lui, qu'à la France... Nous nous trouvions en complète communion de pensées, et je remis même à Sordet, pour son usage, et en le priant de me les rendre au plus tôt, des notes prises par moi relatant les faits qui m'avaient été connus et prouvaient dans notre désorganisation apparente une volonté de défaite, alors inexplicable pour moi.. – il fut entendu que nous nous occuperions immédiatement d'un groupe de suspects qui avait été signalé par l'I.S à Raymond Sordet , et que mes propres renseignements me révélaient comme dangereux. – Ainsi, je pouvais, sans sortir de la légalité, connaître et juger les possibilités de ces groupes de jeunes, éviter de compromettre les amis les plus âgés qui m'avaient mandatée, tout en préparant des actions plus étendues.

Je ne savais pas encore, je ne pouvais encore croire que, pour VICHY, tout ce qui n'était pas contre la France et pour l'Allemagne (sic) était coupable.

J'avais de fréquentes conversations, touchant l'action du Général de GAULLE, avec un de mes amis, qui commandait alors à Bourg la subdivision, et qui, haïssant les Allemands, croyait que Pétain jouait ce fameux double-jeu, et se demandait s'il ne valait pas mieux rester tranquille pour ne pas risquer de gêner ce jeu... Il était persuadé qu'en zone libre, il était non seulement permis, mais recommandé de

dénoncer ces groupes de collaborateurs espions dont il voyait l'action néfaste. – Il était réellement de bonne foi, et j'avais fini par croire que, sur cette question de salut des français, tout au moins, nous ne serions pas poursuivis... Je devais rapidement être détrompée.

Une réunion devait avoir lieu chez moi qui réunirait les éléments de nos deux fractions de patriotes, savoir :

1) Pour notre réunion de gens plus âgés : Mr Parisot – Paul PIODA – Louise PIODA – Madame Chambart (Cx de Guerre- Agente de liaison du 1er Bataillon de marche de l'O.R.A)

2) Pour les jeunes : SORDET – DUBOIS – Colette Lacroix – Gindre – RIZZI (etc)

Or, le matin du jour où cette réunion devait avoir lieu, j'appris par une démarche spontanée de Mr MEUNIER, (alors professeur d'anglais au lycée de Bourg – et qui prendra, plus tard Franc-Tireur) qu'un tract rédigé par le groupe des jeunes circulait dans la classe de Première du Lycée, et que ce tract (dont Mr MEUNIER voyait aussitôt le danger) indiquait en substance ceci :

Ce soir, réunion GAULLISTE, chez Madame APPLETON, au Champ de Mars – Présence indispensable – Amener tous les sympathisants » - (je n'ai pas su le libellé exact – un exemplaire du tract a été remis par un mouchard aux renseignements généraux) [ajouté au stylo]

Comme Mr MEUNIER, je vis de suite le danger, et je m'empressai, de prévenir Mr PARISOT, afin que personne de notre cercle ne vienne. Si j'avais connu l'adresse de Sordet, je l'aurais décommandé mais l'ignorant, je décidai seulement de me tenir sur une extrême réserve.-

En effet, dès le début de la réunion, j'indiquai ma réprobation contre une action faite sans avertissement, et qui pouvait avoir des conséquences si sérieuses, je déclarai qu'en conséquence, nous ne pouvions pas donner suite à un projet de réunion de nos deux fractions, mais nous nous contenterions, pour l'instant, de les aider dans la surveillance des suspects.

Les jeunes présentèrent cependant leur projet, et je reconnais que, malgré mon mécontentement, malgré ma volonté bien arrêtée de me tenir sur une réserve prudente, je fus séduite à nouveau par cette flamme de patriotisme, cette volonté ingénieuse, cette force de la jeunesse Française qui ne voyait que son but. - Je souligne ce fait car il me paraît important. – Et, je ne fus pas seule à ressentir cette admiration même pour des imprudences tant elles étaient généreuses... Mr MEUNIER, qui était venu m'aviser, qui avait sévèrement noté les possibles conséquences d'une imprudence, fut lui aussi, reconquis par cette flamme de nos jeunes amis. . – A la suite d'une démarche personnelle de Raymond SORDET, il lui promit de l'épauler et accepta qu'une réunion eût lieu chez lui, quelques jours plus tard... Elle n'eût pas lieu... A l'époque prévue, nous étions SORDET, et moi... à la prison de Bourg.

Le projet (non réalisé) de ces jeunes était le suivant. – Puisque les Boches avaient usé et abusé des ... « TOURISTES » ; -nous leur aurions rendu la monnaie de leur pièce. – Nous aurions formé une association dite « TOURISTIQUE ». – Cette association aurait eu pour but « officiel » la connaissance des beaux sites de notre département de l'Ain. – (Ceci pour une création à l'échelon départemental... On pouvait ensuite l'étendre à d'autres départements et régions) – La jeunesse, privée par le désastre de distractions habituelles au temps de paix, serait ainsi

préparée à des promenades sportives et instructives... On organiserait des sorties nombreuses, à pied, en chemin-de-fer et même en car. – Pour « Camoufler » le but réel de l'organisation, un cadre de collaborateurs, benêts (sic), solennels, et... aussi peu sportifs que possible serait mis en avant... Ils parleraient, organiseraient des cérémonies de lever de couleurs... et resteraient chez eux... Tout au contraire les membres...actifs, seraient tous des Gaullistes ardents... Les excursions leur permettraient des réunions sans danger, on pourrait même faciliter grandement le passage de la frontière à de jeunes agents, en organisant des randonnées du côté Suisse... Les personnes plus âgées prépareraient des réunions en chemin de fer ou cars, et visiteraient, le long de la rivière d'Ain, les grottes préhistoriques, ou, sur le plateau de retors (sic)... vers la montée de Cerdon, d'autres sites... où l'on établirait des caches et qui, plus tard, bien connus, serviraient d'asile à des patriotes.

2.4 – Léon dit Yvon Morandat, alias « Léo », « Yvon », « Arnolphe » (1913 – 1972)



Yvon Morandat (Coll. Famille Morandat)

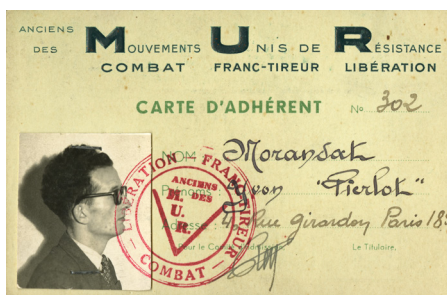
Issu d'une modeste famille bressane, Léon, malgré une scolarité brillante, doit renoncer aux études. Vendeur étagiste à Chambéry, il poursuit en autodidacte sa formation, milite à la Confédération française des travailleurs chrétiens et devient secrétaire permanent des syndicats chrétiens de Savoie. Volontaire pour combattre en Norvège, mais évacué vers l'Angleterre le 18 juin 1940, il rejoint les premiers engagés de la France libre. Son passé syndical et sa réputation convainquent les services du général de Gaulle de le parachuter début novembre 1941 en France, pour sonder les milieux syndicalistes et socialistes. Malgré l'improvisation, « Yvon » tisse rapidement son réseau. Membre du Comité directeur de Libération, il favorise le développement de ce mouvement dans l'Ain. Cette implication lui sera reprochée ultérieurement.

Rappelé à Londres en novembre 1942, après l'arrivée de Jean Moulin, Morandat intègre finalement l'Assemblée consultative d'Alger, avant son deuxième parachutage en France fin janvier 1944. Le 25 août 1944, il prend possession de l'hôtel Matignon au nom du gouvernement provisoire.

Après la Libération, il fonde une agence de presse, s'engage en politique auprès du Rassemblement du peuple français (premier parti gaulliste), dirige divers conseils d'administration liés au charbonnage et devient secrétaire d'État en 1968. Parallèlement, il préside l'association « SOS villages d'enfants ».

A noter :

Il existe un mémoire de maîtrise d'Histoire intitulé « Yvon Morandat une figure du XXème siècle » de Marie-Christine MORANDAT CHAPPAT (Université Jean Moulin Lyon 2, année 1987-1988). Cet ouvrage est disponible au musée.



Carte de membre des Anciens des Mouvements Unis de la Résistance (coll.Famille Morandat).



Carte de membre du syndicat CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) de 1938 (Coll. Famille Morandat)

2.5 – Charles Delestraint, alias Vidal (1879 - 1945)

Né dans une modeste famille catholique très patriote, marquée par l'invasion allemande Charles Delestraint est élevé dans le respect de l'armée et de la patrie. Capitaine en 1913, il s'illustre dans les premières semaines de la guerre. Mais fait prisonnier, il passe quatre ans en Allemagne. Devenu général de brigade et spécialiste des chars, il a sous ses ordres pendant deux ans le colonel de Gaulle, dont il partage les théories vis-à-vis des chars.

Alors qu'il atteint la limite d'âge, il est rappelé lors la campagne 1939-1940. Il s'y distingue par sa conduite tenace et courageuse au milieu du désastre. Mis à la retraite après l'armistice, il se retire à Bourg-en-Bresse, loin de son Pas-de-Calais natal soumis à l'occupation allemande. Il noue des contacts avec des compatriotes refusant comme lui la défaite. Intime de la famille Fournier et de Rémond Charvet, il partage avec eux l'espoir d'une libération. C'est dans cette perspective qu'il s'active à la création d'amicales des « anciens des chars ». Durant ces réunions, il tente de convaincre ses pairs qu'ensemble ils pourraient œuvrer au renvoi de l'occupant. La première a lieu à Villars-les-Dombes en novembre 1940. D'autres suivront à Lyon, Lons-le-Saunier, Bourg-en-Bresse, et même Vichy. Mais il ne trouve que peu d'échos. Néanmoins, son attitude critique envers Pétain et le gouvernement lui vaut un rappel à l'ordre écrit de Vichy en février 1942.

A l'été 1942, Jean Moulin, chargé par De Gaulle d'unifier la Résistance, cherche un chef pour diriger la future Armée secrète, destinée à regrouper les sections paramilitaires des trois grands mouvements de zone sud. Ayant appris que Delestraint habitait Bourg-en-Bresse, il le rencontre à Lyon le 28 août 1942 et le convainc d'endosser cette charge. Dès lors, Delestraint devient Vidal. Il est confirmé dans sa nouvelle fonction par le général de Gaulle dans une lettre datée du 22 octobre 1942.

Désormais établi à Lyon, il doit faire face aux tensions permanentes entre la France libre et les mouvements. Partisan d'une Armée secrète préservée en vue du Débarquement, Delestraint refuse de l'engager dans l'action immédiate. Toutefois sur le terrain, le développement de formations militaires type « maquis » amène de Gaulle à restreindre son champ d'action. Même si le commandement de toutes les forces paramilitaires lui reviendra lors du Débarquement.

Arrêté le 9 juin 1943 à Paris, il est emprisonné durant près de dix mois avant d'être déporté au camp de Natzwiller-Struthof comme prisonnier NN.¹ Alors que les Alliés progressent vers l'Est, il est transféré à Dachau en septembre 1944. Il y est abattu le 19 avril 1945 puis incinéré au crématoire, peu avant la libération du camp, les nazis ayant réclamé sa disparition.

Outre les plus grandes récompenses, son nom est gravé le 10 novembre 1989 sur le mur du Panthéon.



Le général Charles Delestraint
(Archives départementales de l'Ain,
Fonds Appleton).

Bourg en Bresse le 29 Janvier 1942

Le Général Delestraint

Mon Cher Perrette

J'ai été très sensible à votre aimable souvenir et vous remercie de vos bons souhaits. Recevez les miens en échange, inséparables comme les vôtres des vœux ardents que nous formons pour le redressement de la France. A aucun moment, autant que maintenant, nous n'avons éprouvé au fond de nous-mêmes et constaté combien notre bonheur, notre sort heureux dépendent du sort de la France ; à quel point notre destinée personnelle et étroitement liée à [c]elle de notre chère Patrie. Nous sentons intensément qu'il ne peut plus y avoir de bonheur pour vous dans la résurrection et la libération de France... C'est à elle qu'il faut penser d'abord, c'est pour elle qu'il faut agir.

Alors, pou[r]quoi certains semblent s'endormir lâchement se résigner

Vous y avez travaillé très activement et je vous en félicite. Votre très belle conduite à Abbeville et vos glorieuses blessures vous qualifiaient [mot illisible] pour cette tâche. Votre bulletin de liaison, auquel je donne mon entière adhésion, fait œuvre utile. Je le lis toujours avec émotion... Je ne suis pas le seul !

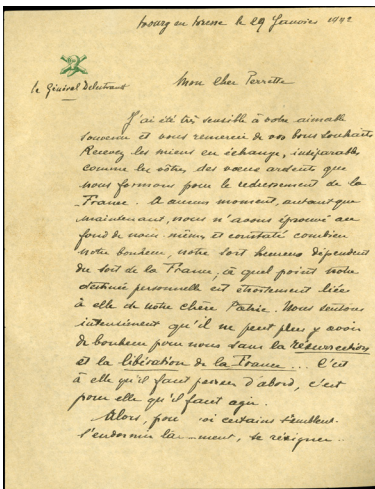
Constituons des noyaux solides de bons Français énergiques, conservant la flamme, ayant confiance dans l'avenir et foi en la France ; restons des équipages d'élite, non plus sous les armes mais ... prêts à les reprendre ; oui, toujours prêts, dans le redressement intérieur comme dans toute éventualité possible à répondre : les chars - présents !

Très cordialement votre

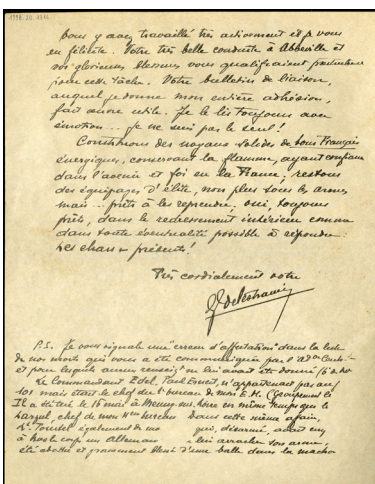
Signature

P.S. Je vous signale une "erreur d'affectation" dans la liste de nos morts qui vous a été communiquée par l'Adon Centrale et pour lesquels aucun renseignement ne lui avait été donné (6° ?)

Le Commandant Edel, Paul Ernest n'appartenait pas au [mot effacé] 101 mais était le chef du 1er bureau de mon E.M (Groupement [?]). Il a été tué le 16 mai à Meung-sur-Loire en même temps que le [mot effacé] Larzul, chef de mon 4ème bureau [mot effacé] dans cette même affaire, [mot effacé] Lt Torsel également de mon [mot effacé] qui, désarmé, avait [mot effacé] à bras le corps un Allemand [mot effacé] lui arracha son arme, [mot effacé] été abattu et gravement blessé d'une balle dans la mâchoire.



Lettre du général Delestraint au commandant Perrette du 29 janvier 1942 (coll. départementale des musées de l'Ain, Inv. 1998.20.1316-a)



Lettre du général Delestraint au commandant Perrette du 29 janvier 1942, suite (coll. départementale des musées de l'Ain, Inv. 1998.20.1316-b)

2.6 – Emile MERCIER (1910-1943) et Paulette MERCIER née PERROTTET (1911-2006)

Emile et Paulette se marient en 1935 et s'installent à Nantua. Lui ouvre un cabinet de médecin et elle tient une pharmacie. En 1939, Emile, lieutenant de réserve, est mobilisé au 91^{ème} Bataillon alpin de forteresse comme médecin chef et est envoyé au front des Alpes. Démobilisé, il rentre à Nantua. Il y reprend ses fonctions de médecin. Très vite le couple affiche son opposition à l'armistice et au régime de Vichy. De confession protestante, ils ont des contacts avec le groupe du Pasteur De Pury de Lyon. De ce fait, dès l'automne 1940, ils accueillent des Juifs ou des personnes recherchées, en provenance de la zone occupée, qui souhaitent passer la ligne de démarcation ou rejoindre la Suisse. Ils les placent dans de petits hôtels de montagne. Emile Mercier s'efforce également de démontrer à ses patients et ses concitoyens qu'un homme n'ayant socialement rien à redouter de Vichy, pouvait dire « non » au Maréchal et à sa politique. Progressivement, il constate que certains Nantuatiens partagent ses opinions, comme par exemple le procureur Davenas. Un petit groupe, composé essentiellement de commerçants ou de médecins émerge autour du couple Mercier. Ensemble, ils tentent d'aider un certain nombre de réfugiés politiques et raciaux, en les orientant vers des filières de passage en Suisse.



Paulette et Émile Mercier
(Coll. famille Mercier)

Avec des moyens limités (bouche à oreilles, graffitis) ils diffusent la propagande gaulliste. Paulette distribue également des tracts qu'elle récupère en Ardèche (zone de résistance plus précoce) par ses parents. En 1941, elle entre en contact avec Paul et Louise Pioda qui lui donnent des photos de De Gaulle à diffuser. Entre 1941 et 1942, Emile Mercier fait partie d'un réseau de la France libre de De Gaulle (peut-être le réseau de renseignements Marco selon Mme Mercier mais elle n'est pas sûre). Il assure alors surtout des liaisons. Paulette, elle-même effectue plusieurs voyages vers la Suisse, passant clandestinement la frontière, pour récupérer du courrier ou prendre un agent en charge qu'elle ramène sur Nantua avant de le conduire à Lyon. Plusieurs fois le contact avec le réseau est rompu, parfois pour des mois. Mais pendant deux ans, les Mercier ne trouvent rien d'autre à faire, n'ayant aucun contact avec les groupes organisés sur le département. Commenant à désespérer, ils décident de chercher des contacts à l'extérieur. C'est alors que commence la Relève et les commis de la pharmacie sont concernés. Par l'intermédiaire d'une amie laborantine, Paulette parvient à prendre contact avec l'Armée secrète de Dieulefit. Au même moment Fornier et Perret, en charge de l'AS de Bourg prennent contact avec son mari, le docteur Mercier. Ce dernier se voit confier la direction du secteur de Nantua, sous le nom de "René". A l'été 1943, Romans, nouvellement nommé chef des maquis de l'Ain, lui demande d'en assurer le service médical. Il se lance alors pleinement dans cette activité, visitant les camps périodiquement, réconfortant et encourageant les jeunes, organisant le recrutement des réfractaires et leur acheminement vers le camp, fournissant des certificats médicaux de complaisance à ceux astreints au Service du travail obligatoire et les incitant à prendre le maquis.

Suite à une action punitive conduite par le maquis contre un couple de collaborateurs notoires de Nantua, les autorités allemandes, prétextant le manque de réaction de la gendarmerie organisent une grande rafle sur la ville le 14 décembre 1943. 150 hommes de 18 à 40 sont arrêtés. Quand les Allemands se présentent chez les Mercier, la gouvernante tente de s'interposer, faisant valoir que le docteur Mercier est indispensable à la ville. Entendue, elle obtient sa libération, les autorités allemandes, lui remettant même un laissez-passer. Emile Mercier se rend alors immédiatement à l'hôpital où des blessés du maquis sont soignés. Il est arrêté dans la rue et conduit à la gare avec les autres, malgré son laissez-passer. Séparé des autres et interrogé par l'officier allemand, il est désigné comme gaulliste. Il semble donc qu'il y ait eu dénonciation entre les deux épisodes de son arrestation. Emmené en voiture, Emile Mercier est abattu à Maillat. Son épouse n'apprend la nouvelle que dans la soirée lorsqu'on lui ramène le corps.

Après la mort de son mari et l'arrestation de son préparateur, Paulette est contrainte de gérer seule la pharmacie. En outre, elle se sait étroitement surveillée. Par conséquent, il semble qu'elle se tienne plus ou moins à l'écart n'assurant plus que des liaisons de détail avec l'AS de Nantua. De plus, tous les contacts avec le réseau lyonnais sont rompus à cette période. Néanmoins, elle poursuit le suivi du service médical créé par son mari. Elle joue un rôle majeur lors de l'épisode du 12 juillet 1944 sur Nantua. Le Haut-Bugey, libéré début juin par les hommes de Romans, est la cible d'une importante contre-attaque allemande. Ayant appris l'arrivée imminente de l'ennemi, Paulette Mercier décide de se joindre au transport de 22 blessés du maquis, soignés à l'hôpital de Nantua et évacués vers la colonie de vacances de la Gotette, à Apremont. Laissant derrière elle ses enfants, elle accompagne les blessés et organise un campement de fortune dans la forêt. Pendant une dizaine de jours, elle vit à leurs côtés dans une angoisse permanente, échappant plusieurs fois à des patrouilles allemandes pourtant toutes proches. Tous sont ensuite transférés au crêt de Chalam où un hôpital de campagne est installé. Aidée des docteurs Parker et Guillaume, elle s'efforce d'apporter les soins nécessaires aux blessés. Finalement, une fois la libération assurée, ils redescendent sur Nantua. Paulette intègre ensuite quelque temps le Comité départemental de Libération de l'Ain. Mais elle ne semble pas y avoir été très active. Dans son témoignage elle explique qu'elle souhaitait surtout voir l'Allemagne vaincue. Ceci fait, n'ayant aucune ambition politique, elle aspirait visiblement à la tranquillité après les douloureuses épreuves imposées par l'Occupation, et appelait sincèrement à la réconciliation.

Par la suite, elle reprend ses études pour devenir médecin.

En 1946, Paulette Mercier publie un ouvrage, intitulé "Au pays d'Alphonse Baudin", qui retrace la période de la guerre à Nantua et notamment les douloureux événements subis par la ville. Elle n'a pas souhaité signer son ouvrage, illustration de son caractère modeste que l'on retrouve tout au long de ses témoignages.

Un de leurs enfants, Pierre, s'est investi dans la création du Musée d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura, ouvert en 1985 et préside l'association des Amis du musée, portant ainsi la mémoire de ses parents.

Transcription

MAQUIS DE L'AIN C.N°12.I (ajouté à l'encre rouge)

(Tampon : REPUBLIQUE FRANCAISE PREMIER MINISTRE –
COMITE D'HISTOIRE DE LA 2° GUERRE MONDIALE
PARIS 522_78_82 32, Rue de Leningrad)

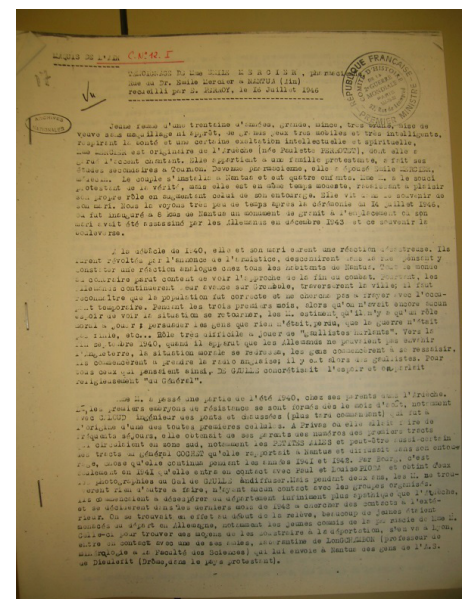
TEMOIGNAGE DE Mme EMILE MERCIER, pharmacienne
Rue du Dr. Emile Mercier à Nantua (Ain)
Recueilli par E. PERNOY, le 16 juillet 1946

Jeune femme d'une trentaine d'années, grande, mince, très brune, mise de veuve sans maquillage ni apprêt, de grands yeux très mobiles et très intelligents, respirant la bonté et une certaine exaltation intellectuelle et spirituelle, Mme MERCIER est originaire de l'Ardèche (née Paulette PERROTET), dont elle a gardé l'accent chantant. Elle appartient à une famille protestante, a fait ses études secondaires à Tournon. Devenue pharmacienne, elle a épousé Emile MERCIER médecin. Le couple s'installe à Nantua et eut quatre enfants. Mme a le souci protestant de la vérité, mais elle est en même temps modeste, rabaissant à plaisir son propre rôle en augmentant celui de son entourage. Elle vit dans le souvenir de son mari. Nous la voyons très peu de temps après la cérémonie du 14 juillet 1946, où fût inauguré à 8 kms de Nantua un monument de granit à l'emplacement où son mari avait été assassiné par les Allemands en décembre 1943 et ce souvenir la bouleverse.

A la débâcle de 1940, elle et son mari eurent une réaction désastreuse. Ils furent révoltés par l'annonce de l'armistice, descendirent dans la rue pensant y constater une réaction analogue chez tous les habitants de Nantua. Tout le monde au contraire parut content de voir l'approche de la fin du combat. Pourtant, les Allemands continuèrent leur avance sur Grenoble, traversèrent la ville ; il faut reconnaître que la population fut correcte et ne chercha pas à frayer avec l'occupant temporaire. Pendant les trois premiers mois, alors qu'on n'avait encore aucun espoir de voir la situation se retourner, les M. estiment qu'il n'y a qu'un rôle moral à jouer ; persuader les gens que rien n'était, perdu, que la guerre n'était pas finie, etc... Rôle très difficile à jouer de "gaulliste hurlants". Vers la fin septembre 1940, quand il apparut que les Allemands ne pouvaient pas envahir l'Angleterre, la situation morale se redressa, les gens commencèrent à se ressaisir, ils commencèrent à prendre la radio Anglaise ; il y eut alors des gaullistes. Pour tous ceux qui pensaient ainsi, DE GAULLE concrétisait l'espoir et on parlait religieusement "du Général".

Mme M. a passé une partie de l'été 1940, chez ses parents dans l'Ardèche. Là, les premiers embryons de résistance se sont formés dès le mois d'août, notamment avec CALOUD ingénieur des ponts et chaussées (plus tard commandant) qui fut à

Extraits du témoignage de Paulette Mercier du 16 juillet 1946 (Archives départementales de l'Ain 180W590-591)



l'origine d'une des toutes premières cellules. A Privas où elle allait faire de fréquents séjours, elle obtenait de ses parents des numéros des premiers tracts qui circulaient en zone sud, notamment les PETITES AILES et peut-être aussi certains des tracts du général COCHET qu'elle rapportait à Nantua et diffusait dans son entourage, chose qu'elle continua pendant les années 1941 et 1942. Par Bourg, c'est seulement en 1941 qu'elle entra en contact avec Paul et Louise PIODA et obtint d'eux les photographies du Gal de Gaulle à diffuser. Mains pendant deux ans, les M. ne trouvèrent rien d'autre à faire, n'ayant aucun contact avec les groupes organisés. Ils commencèrent à désespérer du département infiniment plus apathique que l'Ardèche et se décidèrent dans les derniers mois de 1942 à chercher des contacts à l'extérieur. On se trouvait en effet au début de la relève, beaucoup de jeunes étaient menacés du départ en Allemagne, notamment les jeunes commis de la pharmacie de Mme M. Celle-ci pour trouver les moyens de les soustraire à la déportation, s'en va à Lyon, entre en contact avec une de ses amies, laborantine de LongCHAMBON (professeur de minéralogie à la Faculté des Sciences) qui lui envoie à Nantua des gens de l'A.S de Dieulefit (Drôme, dans le pays protestants).

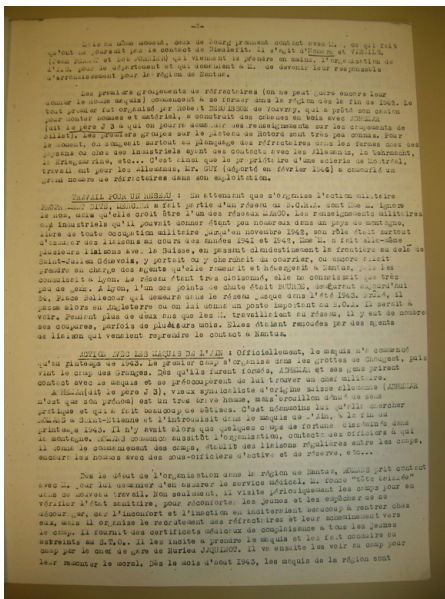
[PAGE 2]

Mais au même moment, ceux de Bourg prennent contact avec M., ce qui fait qu'on ne poursuit pas le contact de Dieulefit. Il s'agit d'Homère et VIRGILE. (Jean PERRET et Bob FORNIER) qui viennent de prendre en mains, l'organisation de l'A.S pour le département et qui demandent à M. de devenir leur responsable d'arrondissement dans la région de Nantua.

Les premiers groupements de réfractaires (on ne peut guère encore leur donner le nom de maquis) commencent à se former dans la région dès la fin 1942. Le tout premier fut organisé par Robert DEBUISSON de Vouvray, qui a prêté son camion pour monter hommes et matériel, a construit des cabanes en bois avec ADHEMAR (dit le père J3 à qui on pourra demander des renseignements sur les campements de Billat). Les premiers groupes sur le plateau de Rotord (sic) sont très peu connus. Pour le moment, on songeait surtout au planquage des réfractaires dans les fermes chez des paysans ou chez des industriels ayant des contacts avec les Allemands, la Wehrmacht, la Kriegsmarine, etc... C'est ainsi que le propriétaire d'une scierie de Montréal, travaillant pour les Allemands, Mr. GUY (déporté en février 1944) a camouflé un grand nombre de réfractaires dans son exploitation.

TRAVAIL POUR UN RESEAU : En attendant que s'organise l'action militaire PROPREMENT DITE, MERCIER a fait partie d'un réseau du B.C.R.A dont Mme M. ignore le nom, mais qu'elle croit être l'un des réseaux MARCO. Les renseignements militaires ou industriels qu'il pouvait donner étant peu nombreux dans un pays de montagne, libre de toute occupation militaire jusqu'en novembre 1942, son rôle était surtout d'assurer les liaisons au cours des années 1941 et 1942, Mme M. a fait elle-même plusieurs liaisons avec la Suisse, en passant clandestinement la frontière au-delà de Saint Julien en Genevois, y portait ou y cherchait du courrier, ou encore allait prendre en charge des agents qu'elle ramenait et hébergeait à Nantua, puis les

Extraits du témoignage de Paulette Mercier du 16 juillet 1946 (Archives départementales de l'Ain 180W590-591)



conduisait à Lyon. Le réseau étant très cloisonné, elle ne connaissait que très peu de gens. A Lyon, l'un des points de chute était BOURDE, demeurant aujourd'hui 24, Place Bellecour qui demeure dans le réseau jusque dans l'été 1943. Brûlé, il passa alors en Angleterre où on lui donna un poste important au B.O.A. Il serait à voir. Pendant plus de deux ans que les M. travaillaient au réseau, il y eut de nombreuses coupures, parfois de plusieurs mois. Elles étaient renouées par des agents de liaison qui venaient reprendre le contact à Nantua.

ACTION AVEC LES MAQUIS DE L'AIN : Officiellement, le maquis n'a commencé qu'au printemps de 1943. Le premier camp s'organise dans les grottes de Chougeat, puis vint le camp des Granges. Dès qu'ils furent formés, ADHEMAR et ses gens prirent contact avec le maquis et se préoccupèrent de lui trouver un chef militaire.

ADHEMAR (dit le père J3), vieux syndicaliste d'origine suisse allemande (ADHEMAR n'est que son prénom) est un très brave homme, mais brouillon dénué de sens pratique et qui a fait beaucoup de bêtises. C'est néanmoins lui qu'alla chercher ROMANS à Saint-Etienne et l'introduisit dans le maquis de l'Ain, à la fin du printemps 1943. Il n'y avait alors que quelques camps de fortune disséminés dans la montagne. ROMANS commença aussitôt l'organisation, contacta des officiers à qui il donna le commandement des camps, établit des liaisons régulières entre les camps, encadra les hommes avec des sous-officiers d'active et de réserve, etc...

Dès le début de l'organisation dans la région de Nantua, ROMANS prit contact avec M. pour lui demander d'en assurer le service médical. M. fonce "tête baissée" dans ce nouveau travail. Non seulement, il visite périodiquement les camps pour en vérifier l'état sanitaire, pour réconforter les jeunes et les empêcher de se décourager, car l'inconfort et l'inaction en inciteraient beaucoup à rentrer chez eux, mais il organise le recrutement des réfractaires et leur acheminement vers le camp. Il fournit des certificats médicaux de complaisance à tous les jeunes astreints au S.T.O.. Il les incite à prendre le maquis et les fait conduire au camp par le chef de gare de Nuriu (sic) JAQUINOT. Il va ensuite les voir au camp pour leur remonter le moral. Dès le mois d'août 1943, les maquis de la région sont [...].



C H A P I T R E T R O I S

ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

Pour approfondir le sujet du concours, nous vous proposons une étude de documents qui illustrent l'action de cette Résistance naissante appelée à se développer. Tous ces documents proviennent des Archives départementales de l'Ain cote 180W307. Ils sont librement consultables. Les documents d'archives ont tous été transcrits pour une meilleure lecture des élèves.

Rappel des faits

A Châtillon-la-Palud (hameau de Gevrieux), le 26 août 1940, les habitants découvrent au matin une affiche portant un texte rédigé à la main, signé « Le représentant de De Gaule (sic) dans la commune ». Elle est collée à différents endroits de la commune. On trouve également des petits papillons punaisés sur des poteaux électriques traitant du problème du ravitaillement.

Les documents :

L'affiche : composée de deux pages, elle est titrée « Français » rédigée à la main, en lettres capitales, à l'encre bleue, elle est l'œuvre de Jean L'Herbette (non identifié à l'époque). Voir aussi la transcription du document.

La copie du papillon : il s'agit de la copie réalisée par les gendarmes du papillon découvert à Gevrieux et ajoutée à leur rapport du 26 août 1940. Ce papillon n'a pas été rédigé par Jean L'Herbette.

Le rapport de gendarmerie du 26 août 1940 : la découverte de ces documents amène un habitant de la commune à signaler leur présence à la gendarmerie. Sa déposition donne lieu à un rapport établi le 26 août 1940.

Le rapport du préfet du 2 septembre 1940 : Ayant reçu le signalement de cet incident, le préfet de l'Ain rédige un rapport afin d'en informer le Ministre de l'Intérieur.

Le rapport de gendarmerie du 4 septembre 1940 : une enquête plus détaillée a été menée pour tenter d'identifier le ou les coupables.

Extrait du témoignage de Jean L'Herbette du 16 décembre 2014 : dans le cadre de sa mission de collecte de témoignages oraux, le musée a interrogé Jean L'Herbette en 2014. Dans ce passage, il revient sur la création et la diffusion de cette affiche en 1940, alors qu'il n'avait que 19 ans.

3 - 1 Transcription de l'affiche "Français" du 26 août 1940

FRANÇAIS;

DE GRANDES SOUFFRANCES VOUS ATTENDENT ; MAIS AVEC ELLES UNE TÂCHE GLORIEUSE ET NOBLE. IL S'AGIT DE LA VIE DE LA FRANCE, QU'IL FAUT SAUVER PENDANT QU'IL EST ENCORE TEMPS.

NOTRE PATRIE EST ENVAHIE. ELLE SUBIT LE JOUG DE LA RACE TEUTONNE, LA LOI DU PLUS BARBARE DES TYRANS, CELUI QUI N'A NI PAROLES, NI HONNEUR.

L'ARMÉE FRANÇAISE A PERDU UNE Gde. BATAILLE, MAIS ELLE A PORTÉ DES COUPS TERRIBLES A L'ENNEMI. ELLE S'EST BATTUE, MALGRÉ LES TRAHISONS DE SES CHEFS, MALGRÉ L'INSOUCIANCE ET L'ÉGOÏSME DE L'AR-RIÈRE, MALGRÉ SON MANQUE D'ENTRAÎNEMENT et SA PÉNURIE DE MATÉ-RIEL. SES SOLDATS, ENFANTS DU SOL DE FRANCE ONT DONNÉ GÉNÉREU-SEMENT LE SACRIFICE DE LEUR VIE. MORTS, MAINTENANT CEUX-CI CRIENT VENGEANCE. VOUS et SURTOUT VOTRE GOUVERNEMENT, VOUS SEMBLEZ LES OUBLIER. ILS VOUS MAUDIRONT SI VOUS CONTINUER (sic) A DOUTER DE L'EFFICACITÉ ÉTERNELLE DU SANG DE LA BLESSURE RÉPANDUE POUR LA BONNE CAUSE.

LES BOCHES VOUS ONT RESPECTÉ (sic) PEUT-ÊTRE JUSQU'À CE JOUR ; C'EST PARCE QU'IL FALLAIT DÉTRUIRE « L'ENTENTE CORDIALE ». LORSQU'ILS CROIENT CE RÉSULTAT ATTEINT, PRENEZ GARDE ! VOUS SEREZ ANÉANTIS, SOUMIS À L'ESCLAVAGE LE PLUS RUDE, LE PLUS CRUEL. COMME LE VEUT HITLER, LES PÈRES SERONT SÉPARÉS DE LEURS ÉPOUSES ET CELLES-CI DE LEURS FILS. IL RASSASIERA SA HAINE SANGUINAIRE CONTRE LE PEUPLE DE France.

IL EST ENCORE TEMPS DE RÉAGIR ! NOS ALLIÉS SE BATTENT TOUJOURS POUR EUX COMME POUR NOUS. LES AIDER, C'EST NOTRE DEVOIR SACRÉ ET CECI PAR TOUS LES MOYENS. CHAQUE FRANÇAIS DOIT LE FAIRE N'IMPORTE OÙ IL SERA, QUELQUE (sic) SOIT SES OCCUPATIONS, SES RISQUES, SES DANGERS, QU'IL SACRIFIE SES INTÉRÊTS, QU'IL SACRIFIE MÊME SA VIE. LA PATRIE VOUS APPELLE ; ELLE PASSER AVANT TOUT. ELLE VOUS DEMANDE DE CHASSER LE BOCHE QUI SOUILLE SES TERRES. VOTRE TÂCHE SERA DURE PARCE QU'UN GOUVERNEMENT A LA SOLDE DE L'ENNEMI, CONTRA-RIERA VOS EFFORTS. MAIS LES VIEILLARDS DE VICHY REJOINDRONT BIEN AVANT VOUS LES ESPACES DE L'AUTRE MONDE. LES CADAVRES RECHAUF-FÉS AURONT DU MAL A PASSER L'HIVER. S'IL LE FAUT POUR LE SALUT DU PAYS, NOUS SOMMES PRÊTS, FRANÇAIS DE SANG ET DE CŒUR, A LEUR MONTRER QUE L'ÂME DE LA FRANCE N'EST PAS ENCORE VAINCUE ; QU'IL RESTE DES HOMMES QUI ONT GARDÉ L'ESPOIR AU CŒUR DE LA VICTOIRE FINALE. NOUS REPRENDRONS LE POUVOIR. NOUS CONTINUERONS LA LUTTE. SI L'ENNEMI EST PLUS FORT SUR NOTRE SOL, NOUS LUI RENDRONS LA VIE IMPOSSIBLE. NOUS LIVRERONS NOTRE FLOTTE ET NOTRE AVIATION

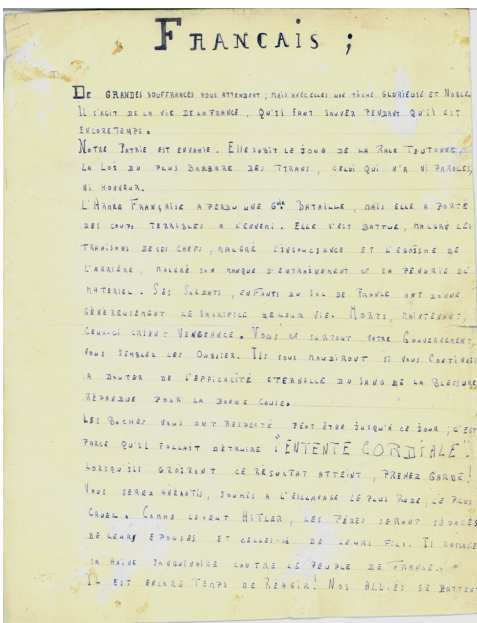
NON PAS AUX INTÉRÊTS DE L'AXE MAIS A CEUX PLUS JUSTES DE LA Gde BRETAGNE, NOTRE PATRIE SŒUR, QUI PREND GÉNÉREUSEMENT LE SORT DE NOTRE VIE DANS CELUI DE SES ARMÉES. NOTRE EMPIRE COLONIAL, CONQUIS PAR LE SANG FRANÇAIS REPRENDRA LA LUTTE et MONTRERA AUX ITALIENS, QUE LA CONQUÊTE DE LA SOMALIE ÉTAIT BIEN FRÊLE.

C'EST A VOUS TOUS FRANÇAIS QU'IL INCOMBE D'ACCOMPLIR CETTE ŒUVRE ET DE CHOISIR AINSI ENTRE L'HUMILIANTE SERVITUDE DANS UNE EUROPE SANS ÂME, OU LA LIBÉRATION ET CELLE DE TOUS LES PEUPLES SPOLIÉS. « SOYEZ DIGNES DU PASSÉ DE LA NATION, DEVEZ FRATERNELS, SERREZ VOUS AUTOUR DE LA PATRIE BLESSÉE. LE JOUR DE LA RESURRECTION VA VENIR »

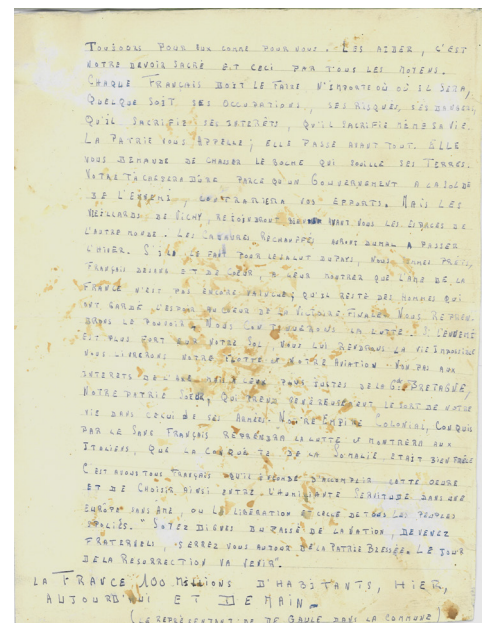
LA FRANCE 100 MILLIONS D'HABITANTS, HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

(LE REPRÉSENTANT DE

DE GAULE (sic) DANS LA COMMUNE)

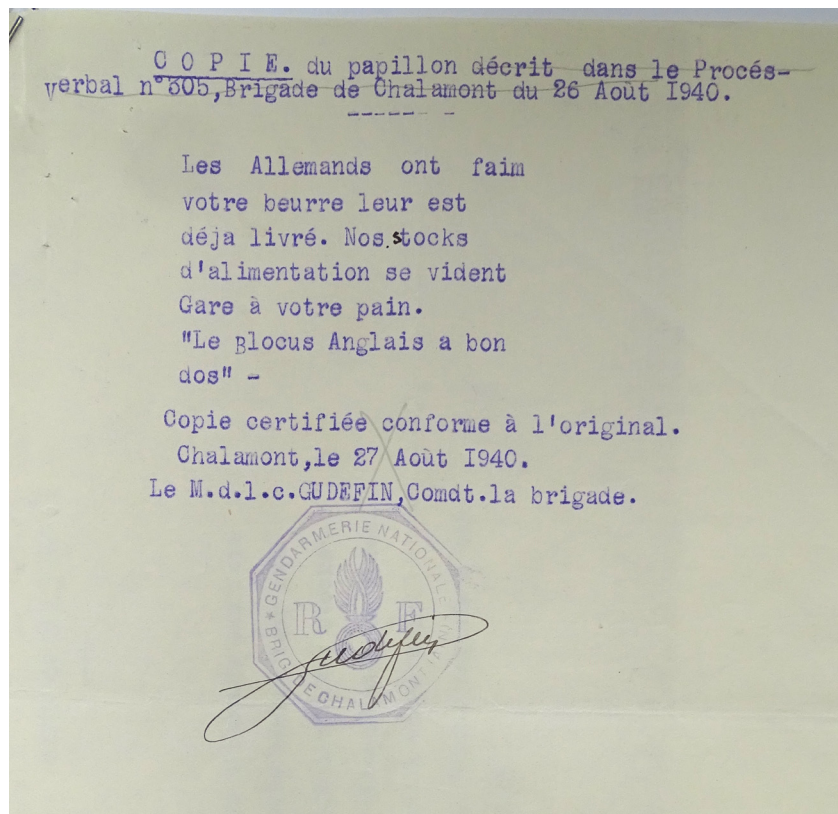


Affiche "Français" du 26 août 1940
(Archives départementales de l'Ain,
180W307)



Affiche "Français" suite du 26 août
1940 (Archives départementales de
l'Ain, 180W307)

3 - 2 Transcription de la copie du papillon affiché le 26 août 1940



Copie du papillon du 26 août 1940 (Archives départementales de l'Ain, 180W307).

COPIE. Du papillon décrit dans le Procès-verbal n°305, Brigade de Chalamont du 26 Aout 1940.

Les Allemands ont faim
Votre beurre leur est déjà livré. Nos stocks
D'alimentation se vident
Gare à votre pain.
"Le Blocus Anglais a bon dos » » -

Copie certifiée conforme à l'original.
Chalamont, le 27 Août 1940.
Le M.d.l.l.GUDEFIN, Comdt. la brigade.

(Tampon - GENDARMERIE NATIONALE - BRIG DE CHALAMON (AIN))

3 - 3 Transcription du rapport de gendarmerie du 26 août 1940

(Tampou) PREFECTURE DE L'AIN 1 SEPT 1940 Cabinet du Préfet

GENDARMERIE NATIONALE

- - - - -

Ce jourd'hui vingt six Aout, mil neuf cent (sic) quarante à quatorze heures trente.

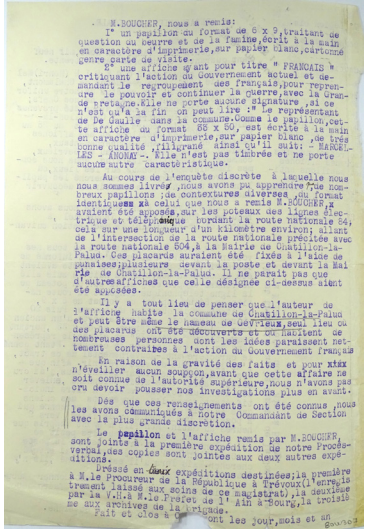
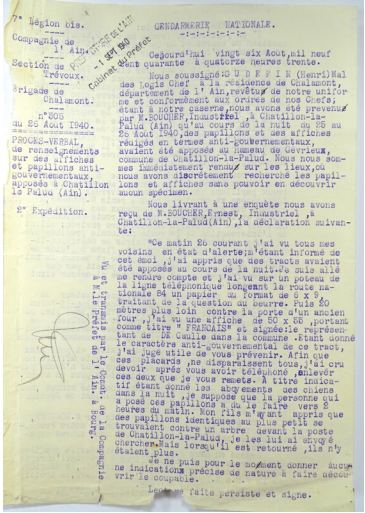
Nous soussigné : GUDEFIN (Henri) Mal des Logis Chef à la résidence de Chalamont, département de l'Ain, revêtu de notre uniforme et conformément aux ordres de nos Chefs ; étant à notre caserne, nous avons été prévenu par M. BOUCHER, Industriel, à Chatillon-la-Palud (Ain) qu'au cours de la nuit du 25 au 26 Aout 1940, des papillons et des affiches rédigés en termes anti-gouvernementaux, avaient été apposés au hameau de Gévrieux, commune de Chatillon-la-Palud. Nous nous sommes immédiatement rendu sur les lieux, où nous avons discrètement (sic) recherché les papillons et affiches sans pouvoir en découvrir aucun spécimen.

Nous livrant à une enquête nous avons reçu de M. BOUCHER, Ernest, Industriel, à Chatillon-la-Palud (Ain), la déclaration suivante :

« Ce matin 26 courant j'ai vu tous mes voisins en état d'alerte ; m'étant informé de cet émoi, j'ai appris que des tracts avaient été apposés au cours de la nuit. Je suis allé me rendre compte et j'ai vu sur un poteau de la ligne téléphonique longeant la route nationale 84 un panier du format 6x9 traitant de la question du beurre. Puis 20 mètres plus loin contre la porte d'un ancien four, j'ai vu une affiche de 50 x 33, portant comme titre « FRANÇAIS » et signée : le représentant de DE Gaulle (sic) dans la commune. Etant donné le caractère anti-gouvernemental de ce tract, j'ai jugé utile de vous prévenir. Afin que ces placards, ne disparaissent tous, j'ai cru devoir après vous avoir téléphoné, enlever (sic) ces deux que je vous remets. A titre indicatif étant donné les aboyements (sic) des chiens dans la nuit, je suppose que la personne qui a posé ces papillons a du (sic) le faire vers 2 heures du matin. Mon fils m'ayant appris que des papillons identiques au plus petit se trouvaient contre un arbre devant la poste de Chatillon-la-Palud, je les lui ai envoyé chercher. Mais lorsqu'il est retourné, ils n'y étaient plus.

Je ne puis pour le moment donner aucune indication précise de nature à faire découvrir le coupable.

Lecture faite persiste et signe.



Rapport de gendarmerie du 26 août 1940 (Archives départementales de l'Ain, 180W307)

3 - 4 Transcription du rapport de gendarmerie du 4 septembre 1940

RAPPORT

Du Maréchal des logis Chef GUDEFIN, Commandant la brigade de Chalamont,

Sur affiches et papillons, hostiles au Gouvernement Français, apposés à Chatillon-la-Palud.

Au cours de la nuit du 25 au 26 Août 1940, des affiches et des papillons, rédigés en termes hostiles au Gouvernement Français, ont été apposés dans les hameaux de Bublanne et Gévrieux commune de Chatillon-la-Palud (Ain).

Informé de ces faits au début de l'après midi le Commandant de la brigade s'est immédiatement rendu sur les lieux où un papillon et une affiche provenant de ceux apposés au cours de la nuit ont (écrit à la main) été remis par M. BOUCHER, industriel, à Chatillon-la-Palud.

La description de ces placards est la suivante :

1° un papillon du format de 6 x 9, traitant de la question du beurre, écrit à la main en caractère d'imprimerie sur papier blanc, genre carte de visite.

2° une affiche ayant pour titre "Français", critiquant l'action du Gouvernement et demandant le regroupement des Français en vue de reprendre le pouvoir et continuer la Guerre avec la Grande-Bretagne. Elle ne porte aucune signature, si ce n'est qu'à la fin on peu (sic) lire : "le représentant de De Gaulle (sic) dans la commune". Cette affiche du format 33 x 50 est comme le papillon écrite à la main en caractère d'imprimerie, sur papier blanc, de très bonne qualité, filigrané avec l'inscription suivante : "Saint-Marcel-les-Anonay. Elle n'est pas timbrée et ne porte aucune autre caractéristique. Ces deux placards paraissent avoir été écrits (ajouté à la main) avec un stylo employant de l'encre spéciale à base de bleu de méthylène.

Les papillons étaient fixés avec des punaises ne portant aucune inscription, l'affiche était fixée (ajouté à la main) avec de la colle du genre de celle employée (sic) pour l'affichage.

Les recherches effectuées n'ont pas permis (sic) de découvrir d'autre affiche ou papillon. Il a été appris au cours de l'enquête que de nombreux papillons avaient été apposés, principalement devant la Mairie et le Bureau de Poste. Ceux-ci auraient été enlevés le 26 au matin vers 6 heures, par des personnes qui n'ont pas daigné se faire connaître.

Il n'a pas été découvert de placards, ni dans les communes voisines, ni dans les autres hameaux de la commune de Chatillon-la-Palud. L'on parait donc se trouver en présence d'une organisation strictement locale.

Les militants des partis de gauche sont nombreux à Bublanne et Gévrieux. A leur tête se trouve très probablement M. JANERIAT, Conseiller Général et maire et la plus grande partie de la municipalité, ainsi que M. BAILLY, Instituteur et Secrétaire de Mairie.

[PAGE 2]

Le premier Adjoint au Maire de Chatillon-la-Palud, M.GRAMMONT, industriel, est le beau-frère de M.GENEBRIER, Chef de Cabinet de M.DA-LADIEP. Ces deux dernières personnes de même que M. GRAMMONT, n'ont pas été vus ces temps derniers à Chatillon-la-Palud. Par contre M.GENEBRIER, (père) ancien Préfet, habite depuis plusieurs semaines dans la propriété de son gendre M.GRAMMONT. Les membres de la famille GRAMMONT, entretiennent de très cordiales relations avec M.M.JANERIAT et BAILLY. Ces deux personnes ont été vues par le Commandant de la brigade le 26 Août et à plusieurs reprises depuis. Elles n'ont jamais parlé de ces faits qu'elles connaissent : il n'est pas (ajouté à la main) possible d'en douter. Il a d'ailleurs été établi de façon presque certaine que les papillons placardés devant la Mairie avaient été enlevés par M.BAILLY.

La rédaction de l'affiche et du papillon, le papier et l'encre spéciale employés paraissent indiquer que l'auteur de ces placards, ne doit pas être recherché parmi la population ouvrière ou paysanne.

Le 2 septembre, Madame De Saint-Didier, propriétaire à Bublanne, a remis à son parent M.BOUCHER, désigné ci-dessus une affiche identique, à la première qui avait été collée sur le volet d'une de ses fenêtres situées sur la route nationale n°84, et qu'elle avait enlevée aussitôt, le 26 Août au matin (écrit à la main).

M.BOUCHER a remis cette affiche le même jour aux inspecteurs de la Police Spécial (sic), saisis de l'affaire par M. le Préfet de l'Ain.

Avec la plus grande discrétion, nos investigations sont activement poursuivies en vue de surveiller les faits qui pourraient se produire au château Grammont et identifier le cas échéant les personnes susceptibles de venir y habiter.

(Tampon : Archives de l'Ain Propriété Publique)

(Tampon : GENDARMERIE NATIONALE BRIGADE DE CHALAMONT (AIN))

(Signature au stylo)

(Texte suivant écrit à la main :

N°232 – Vu et transmis à M. le Chef d'Escadron Commandant la Compagnie.

J'ai moi-même procédé à une enquête sur cette affaire. Les renseignements que j'ai recueillis n'ont fait que confirmer ceux donnés par le Commandant de Brigade.

Il semble qu'on ne pourrait arriver à un résultat qu'en faisant procéder à une analyse de l'encre et de la colle ; puis à des perquisitions qui permettraient peut être de retrouver soit de l'encre ou de la colle semblables, soit du papier identique.

On pourrait aussi procéder à une expertise d'écriture, les affiches renfermant des lettres à formes caractéristiques.

Trévoux le 6.9.1940

Le capitaine CALVAYRAC DOSSIER CNRD

Commandant de la Section

3 - 5 Transcription du rapport du préfet de l'Ain du 2 septembre 1940

Cabinet du Préfet

2 septembre 40

Le Préfet de l'Ain à Monsieur le ministre, Secrétaire d'Etat
à l'Intérieur
(Direction Générale de la Sûreté Nationale Cabinet du Directeur
Général)
2 p.j.

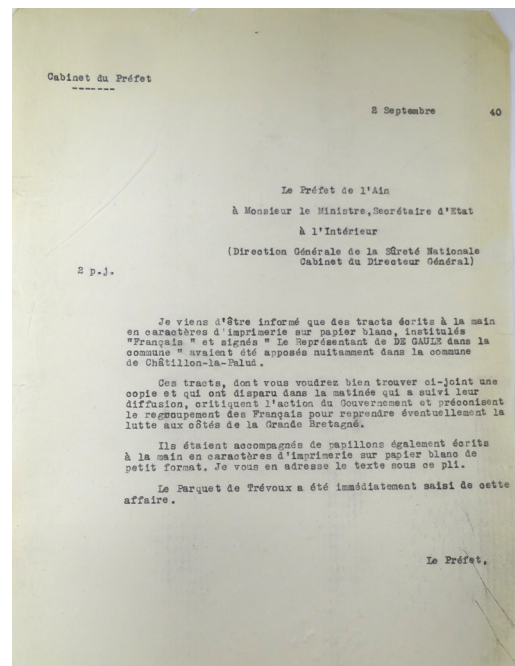
Je viens d'être informé que des tracts écrits à la main en caractères d'imprimerie sur papier blanc, intitulés "Français" et signés "Le Représentant de DE GAULE (sic) dans la commune" avaient été apposés nuitamment dans la commune de Châtillon-la-Palud.

Ces tracts, dont vous voudrez bien trouver ci-joint une copie et qui ont disparu dans la matinée qui a suivi leur diffusion, critiquent l'action du Gouvernement et préconisent le regroupement des Français pour reprendre éventuellement la lutte aux côtés de la Grande Bretagne.

Ils étaient accompagnés de papillons également écrits à la main en caractère d'imprimerie sur papier blanc de petit format. Je vous en adresse le texte sous ce pli.

Le Parquet de Trévoux a été immédiatement saisi de cette affaire.

Le Préfet,



Rapport du préfet de l'Ain du 2 septembre 1940
(Archives départementales de l'Ain, 180W307).

3 - 6 Extraits de l'interview de Jean L'Herbette (16 décembre 2014)

Séverine Champonnois : Interview de M. Jean L'Herbette par Séverine Champonnois, le 16 décembre 2014 pour le Musée Départemental d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura.

Monsieur, pour commencer je vais vous demander de vous présenter en nous donnant vos noms prénoms, âge et lieu de naissance.

Jean L'Herbette : Je m'appelle L'Herbette comme une petite herbe, Jean de mon prénom. Je suis né en 1921 donc il y a 83 ans, ça veut dire que je suis loin d'être jeune. Je suis né en Algérie dans une petite ville qui s'appelle ... et qui fait frontière entre l'Algérie et le Maroc. Mon père était officier, il était dans ce secteur à ce moment-là et j'ai perdu ma mère très tôt, à deux ans je n'avais plus de maman.

Séverine Champonnois : L'idée c'est de comprendre quelle est votre situation en 1939, au moment où la guerre éclate, où est-ce que vous vous trouvez à ce moment-là et qu'est-ce que vous faites. Est-ce que vous êtes scolarisé ?

Jean L'Herbette : En 1939 j'étais étudiant au lycée du Parc à Lyon. Mon père commandait un régiment dans l'Est. Il avait pensé que la guerre pouvait durer et qu'il n'était pas opportun que je poursuive mes études dans l'Est. J'ai quand même passé mon premier Bac à Nancy et puis je me suis installé à Lyon au lycée du Parc. C'est là où je préparais la partie Math-élem, car je visais à ce moment-là l'école de l'air et il faut être bien fourni en mathématiques.

Séverine Champonnois : Vous étiez donc interne au lycée du Parc ?

Jean L'Herbette : Non, j'avais une tante qui disposait d'un petit studio à côté de chez elle, rue Sébastien Gryphe et c'est là où je m'étais installé comme étudiant. Donc, j'ai passé l'année 39-40 dans ces conditions et en 40 je poursuivais mes études ... je suivais à la radio, et avec les moyens dont je pouvais disposer, l'évolution de la guerre. (...)

Je me suis donc installé à côté d'une de mes tantes rue Sébastien Gryphe à Lyon. C'est là où j'ai fait Math-élem. Au début de 1940 je suivais avec inquiétude l'évolution de la guerre. (...)

J'ai passé l'année 39-40 dans ces conditions à Lyon et je suivais avec beaucoup de passion le déroulement des combats, pour me rendre compte qu'on n'était pas les gagnants et que même, les choses s'aggravaient de jour en jour. C'est pourquoi disons 15 jours avant qu'on capitule, j'ai pris la décision d'arrêter mes études et de partir rejoindre un régiment et j'ai pensé au régiment à Vienne. Pour aller de Lyon à Vienne il n'y avait pas

d'autres solutions que d'y aller à pied. (...)

Mais on m'a dit : « Si vous voulez, on vous amène sur notre base de replis qui est Arles ». C'est comme ça que je suis allé à Arles. J'ai été réceptionné par les gens de ce régiment à Arles, caserne Calvin. J'étais là depuis deux ou trois jours quand le commandant qui dirigeait le secteur est venu nous prévenir que ... « la bonne nouvelle »... « La France a entrepris des négociations d'Armistice ». Moi j'ai trouvé que ce n'était pas une bonne nouvelle mais enfin, je ne pouvais pas faire autre chose que d'écouter. Le lendemain il est venu nous dire: « Je vous confirme, l'Armistice est signé ». Il nous a donné en quelques mots les grandes lignes de l'Armistice. Tous mes camarades qui étaient au tour de moi poussaient des cris de joie et quand c'était fini on m'a dit : « Aller, on va arroser ça ! » ... mais moi j'ai dit: « Je ne suis pas capable d'arroser un événement pareil, c'est catastrophique ! On capitule devant les allemands qui occupent Paris, Lyon - ils occupaient Lyon à ce moment-là, et qui sont pratiquement aux portes de Bordeaux, on est fichus ! ». Et dans ces conditions, je me suis dit : « Je suis entré dans ce régiment, sans l'accord de mes parents, je m'en vais ». J'ai pris les affaires dont je disposais, je me suis présenté au poste de Police et je leur ai dit : « Je vous quitte », « Vous avez une autorisation ? », « Non, mais je m'en passe, je n'ai pas 20 ans, je suis entré dans ce régiment dans des conditions très particulières, il aurait fallu au moins l'accord de mon père, qui ne me l'a pas donné, donc je suis libre, je m'en vais ! » ... et je suis parti. (...)

Donc je suis arrivé à Lyon, je me suis réinstallé dans mon studio rue Sébastien Gryphe, et je suis arrivé à la conclusion que je ne pouvais plus poursuivre mes études comme je l'avais prévu ... ce qui m'a été confirmé : l'école de l'air avait été fermée juste avant l'Armistice. Alors j'ai cherché dans les facultés de Lyon celle qui pouvait le mieux me convenir, et c'est ainsi que j'ai appris qu'à la faculté de droit, sur les quais, l'école libre de Sciences Politiques de Paris s'était repliée et allait ouvrir une année scolaire normale à Lyon à la fac de droit. Après avoir vu un peu les programmes, je me suis dit : « C'est peut-être là où j'ai ma chance », donc je me suis inscrit. Aussitôt j'ai été envahi par des jeunes qui venaient me proposer de distribuer des tracts: Témoignage chrétien, je ne sais plus les titres ... mais enfin toute une gamme... ils arrivaient par caisses ! Mon studio était plein ! Pendant x jours je passais mon temps à distribuer ces tracts en prenant toutes les précautions nécessaires, c'est-à-dire que je les mettais dans des boîtes aux lettres, dans la mesure où il y avait une entrée dans laquelle ils se trouvaient des boîtes aux lettres,

c'était une manière de me camoufler un petit peu. (...)

Séverine Champonnois : Vous leur aviez sans doute été signalé comme une personne qui était sensible ...

Jean L'Herbette : Oui, qui était contre l'Armistice et qui aurait voulu qu'on continue la guerre contre les allemands ! Déjà à ce moment-là je pensais qu'ils occupaient une bonne partie de la France mais il y avait quand même l'empire colonial qui était intact avec l'Afrique du Nord, des bases militaires comme Mers-el-Kébir, Bizerte en Tunisie etc. Donc j'étais farouchement contre l'Armistice et en le disant au tour de moi, j'ai dû attirer l'attention des gens qui se sont dits : « Voilà quelqu'un qui pourra distribuer nos tracts ». (...)

J'ai accepté ça pendant quelques temps, tout en étant submergé ... et puis c'est ainsi que je suis venu passer un weekend chez une de mes tantes à la campagne à Chatillon-la-Palud. J'étais venu par le train, si mes souvenirs sont bons, et je parlais de tous ces tracts qui circulaient à Lyon, que je participais à la diffusion ... et c'est ainsi que l'idée m'est venue, chez ma tante, à Chatillon-la-Palud, de rédiger le texte d'un tract, c'est celui qui est chez vous.

Séverine Champonnois : ... c'est le fameux tract ...

Jean L'Herbette : Je l'ai rédigé mais je n'avais pas d'appareil pour le photocopier, j'avais difficilement du papier, je n'avais pas de colle, bref j'avais quelques problèmes matériels à régler. Mais enfin ma tante m'avait fabriqué de la colle avec de la farine. Je me suis arrêté à trois tracts et au troisième je me suis dit : « Bon bien, cette nuit j'irai les coller ! ». C'est ce que j'ai fait. À côté d'une boulangerie qui était très voisine du logement de ma tante, le deuxième à la poste qui n'était pas très loin et le troisième à la mairie. Mais avec des difficultés, parce que cette colle fabriquée avec de la farine collait mais ça ne tenait pas et heureusement qu'il ne pleuvait pas. Toujours est-il que le lendemain matin je me suis levé de bonne heure pour aller voir comment ces tracts étaient accueillis. Je suis allé à la boulangerie qui était très voisine avec l'appartement de ma tante ... il y avait un attroupement et comme j'avais signé ce tract « Le représentant du Général de Gaulle dans la commune » elle m'a demandé : « Vous connaissez vous ? ... Vous savez qui est ce représentant ? » ... Je dis: « Non ... moi je suis de passage » ... ce qui était tout à fait vrai. Donc je suis retourné à Lyon le weekend terminé pour entrer dans le vif du sujet ... à l'école de Sciences Po il y avait une ambiance

très agréable pour moi, les professeurs que j'ai vus à ce moment-là étaient manifestement contre ce qui se passait à Vichy ou à Bordeaux. (...)

Séverine Champonnois : Vous étiez seul pour aller coller ?

Jean L'Herbette : Oui tout seul ! Ma tante avait son mari et sa fille unique ... et sa fille m'a aidé à faire la colle mais ça s'est arrêté là. À 10h du soir je suis parti avec mon pot de colle et les trois affiches que j'avais rédigées sans photocopie, sans rien du tout ...

Séverine Champonnois : Quel sens vouliez-vous donner à cette action ? Parce-que le texte est quand même assez percutant ...

Jean L'Herbette : Je voulais critiquer les Français qui acceptaient l'armistice et qui ne se rallient pas au Général de Gaulle. Pour moi l'avenir c'était ça, c'était la résistance contre les Allemands.

Séverine Champonnois : Est-ce que vous avez été informé qu'il y avait eu une enquête de Police après justement ?

Jean L'Herbette : Non ... (...). J'ai su ensuite qui avait arraché mon affiche et l'avait envoyée à la gendarmerie de Chalamont ... et Chalamont l'a envoyée à la préfecture. Le préfet l'a lue, je suppose, et l'a mise dans un tiroir où elle est restée, je pense, toute la guerre. (...)

Toujours est-il que dans cette affiche, que j'ai rédigée et collée à Chatillon-la-Palud, j'avais en tête que la guerre était loin d'être finie, que l'Angleterre devait nous apporter une aide ... D'ailleurs c'était en pleine bataille de Londres quand les allemands essayaient, à l'aide de raids aériens, de faire capituler l'Angleterre. Les professeurs que j'avais à l'école de Sciences Po, faisaient des cours qui étaient très orientés(...)

Séverine Champonnois : Une dernière question sur le fameux tract. Pourquoi avoir signé « Le représentant du Général de Gaulle dans la commune » ? Vous aviez entendu l'un des messages du Général de Gaulle ?

Jean L'Herbette : Je l'entendais tous les jours à partir du moment où on m'a signalé qu'il y avait des messages de la BBC qui étaient diffusés à l'attention de la Résistance en France. Je me suis mis à l'écoute, j'écoutais les messages qui venaient de Londres, puis j'écoutais également des informations par une radio suisse Sottens. Cette radio nous donnait des informations très intéressantes et c'est comme ça que petit à petit je reprenais espoir.

Séverine Champonnois : Vous vous êtes reconnu dans les messages délivrés par le Général de Gaulle ?

Jean L'Herbette : Oui, tout de suite, si bien que quelques jours après j'étais devenu Gaulliste et je le suis resté longtemps.